

DÉCÈS DE L'ANCIEN ARCHEVÊQUE D'ALGER

**Djerad : "Henri Teissier était profondément attaché à l'Algérie et avait une grande estime pour son peuple"**

P. 24

RÉSOLUTION DU PE SUR LES DROITS DE L'HOMME EN ALGÉRIE

**Le Groupe parlementaire du tiers présidentiel au Conseil de la nation dénonce la résolution**

P. 3

CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES

## Le retour des pluies

Après une longue période d'absence, signe d'une sécheresse rampante, les pluies reviennent pour arroser la partie nord du pays en cette fin de semaine, au grand bénéfice des agriculteurs en pleine campagne labour semailles et de nos réserves hydriques. Les

services de Météo Algérie annonce en effet une perturbation qui ira jusqu'à la fin de la semaine, tandis que l'un de ses experts rassure sur les prévisions de cumul des précipitations pour la saison hivernale qui s'annonce. P.p 2-24

DKnews/APS



ÉDUCATION NATIONALE

**Covid-19 : une prime pour le personnel du secteur de l'éducation touché**

P. 3

BOURSE D'ALGER

**"Ouverture du capital de deux banques publiques en 2021"**

P. 6

ORNITHOLOGIE

**Observation de la fauvette sarde à Batna, une première en Algérie**

P. 8

SANTÉ

PUBERTÉ PRÉCOCE

**Quand s'inquiéter ? Qui consulter ?**

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS (TOUR PRÉLIMINAIRE - RETOUR)

**Le CRB et le MCA pour finir le travail**

P. 21



AÉROSPATIALE

**Un satellite militaire émirati sur orbite**

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**Trois terroristes abattus à Jijel**

P. 24

## MÉTÉO

## Averses de pluies sur le Centre et l'Est du pays



Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses avec des rafales de vent, affecteront plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays à partir de cet après-midi jusqu'à jeudi, selon un bulletin météo spécial (BMS) émis par le Centre national de la météorologie.

Les wilayas concernées par cette alerte de niveau Orange sont: Tipaza, Alger, Blida, Medea, Bouira, Bordj-Bou-Argeridj, Boumerdes et Tizi-Ouzou où la quantité de pluie estimée varie entre 20 et 30 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm durant la validité de ce BMS qui s'étalera jusqu'à jeudi à 6h00.

Ces pluies concernent également les wilayas de Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, Sétif, Mila, Constantine, Guelma et Souk-Ahras avec des quantités estimées entre 30 et 50 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 60 mm.

## BATNA

## Plus de 1 750 aides financières accordées aux transporteurs



Pas moins de 1 756 aides financières d'une valeur de 90 000 dinars ont été accordées, mardi, à différents transporteurs activant dans la wilaya de Batna, touchés par les mesures de prévention contre l'épidémie de la Covid-19, a indiqué le directeur local du secteur, Adj Bouaouni.

Les aides allouées à chaque personne concernée, une fois les démarches nécessaires effectuées auprès de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos), ont trait à l'équivalent de trois (3) mois de salaire pour chaque bénéficiaire, et ce, conformément aux mesures préventives imposées par la pandémie de Covid-19, pour préserver la santé des transporteurs et leurs employés, a souligné le même source.

L'opération s'est déroulée dans le strict respect de la distanciation sociale en coordination avec les chefs de daïras, a fait savoir également M.

Bouanouni, relevant que des directives ont été données aux secrétaires généraux des communes pour distribuer ces aides en fonction du lieu de résidence des concernés en vue de retirer leur argent au niveau des différentes recettes communales.

Par ailleurs, au regard du grand nombre de transporteurs exerçant au chef-lieu de wilaya, les bénéficiaires ont été répartis sur 4 recettes pour faciliter le paiement des aides et éviter de longues files d'attente, a assuré le même responsable.

Il a également ajouté que ces aides sont destinées aux propriétaires de taxis collectifs et les transporteurs individuels, les sociétés de radio-taxi, les exploitants des auto-écoles, les propriétaires de bus ainsi que les conducteurs inter-wilayas.

Selon la même source, l'opération intervient en application de l'instruction n 255 du 26 septembre 2020 du ministre des Transports et de la décision ministérielle précisant les modalités de mise en application du décret exécutif n 20-211 du 30 juillet 2020, faisant état de l'octroi d'une aide financière au profit des professions touchées par les répercussions de la pandémie de Covid-19.

## ACCIDENT DE LA ROUTE

## Trois morts et six blessés en 48 heures



Trois (03) personnes ont trouvé la mort et six (06) autres ont été blessées dans 09 accidents de la route enregistrés ces dernières 48 heures au niveau de plusieurs wilayas du pays, a indiqué mardi un bilan des services de la Gendarmerie nationale.

Les accidents sont survenus dans les wilayas d'Oum El Bouaghi, Naama, Béchar, Biskra, Jijel, Sétif, Constantine et Batna, a précisé le bilan.

Dans le cadre de la lutte contre la fraude et la contrebande, les unités de la gendarmerie nationale ont saisi, dans différentes wilayas, 18 quintaux et 27 kg de viande blanche impropre à la consommation, 7,248 unités de boisson alcoolisées, un drone équipé d'une caméra numérique et procédé à l'arrestation de 09 personnes à Alger, Blida, Tipaza, Oran, Batna et Constantine, d'après le même bilan.

Les services de la gendarmerie nationale ont également saisi 1519 comprimés psychotropes et arrêté 04 personnes.

## ALGÉRIE - JORDANIE

## Un mémorandum d'entente sur le test de compétence en langue arabe

Le Centre de Recherche scientifique et technique pour le développement de la langue arabe (CRSTDLA) en Algérie et la Fondation jordanienne "Attanal Al Arabi" pour la formation et les examens ont signé un mémorandum d'entente et de coopération portant commercialisation, validation et mise en œuvre du test de certification international de maîtrise de la langue arabe, a indiqué mardi un communiqué du même centre.

Le CRSTDLA s'est également vu accorder la représentation exclusive en matière d'investissement dans le test "Attanal Al Arabi" et les portefeuilles de formation auprès de diverses instances en Algérie, a précisé le communiqué.

Cet accord a été signé électroniquement le 22 novembre entre le directeur du CRSTDLA, le Secrétaire général-adjoint de "Attanal Al Arabi" en Algérie, Dr.

Mourad Abbas, et le Secrétaire général de "Attanal Al Arabi", Pr. Abderrahouf Zahdi.

Les deux parties ont convenu, ajoute la source, de coopérer en matière de commercialisation et de validation du test arabe "Attantal", de ses portefeuilles de formation linguistique et éducative et de sa mise en œuvre électronique, au niveau local et international.

## EL TARF

## Saisie de 3.000 kg de légumes secs pour défaut d'autorisation de transport (Douanes)

Les services des douanes d'El Tarf ont saisi trois tonnes de légumes secs à bord d'un véhicule pour défaut d'autorisation de transport, a-t-on appris mardi de la chargée de communication à la Direction régionale des Douanes algériennes.

Les éléments de la brigade mobile relevant de l'inspection des douanes d'El Tarf ont intercepté, dans la soirée de lundi à mardi, un véhicule utilitaire transportant cette importante quantité de légumes secs sans autorisation, a précisé Asma Belkhir.

Un dossier judiciaire à l'encontre du contrevenant a été établi et transmis au tribunal correctionnel de compétence, a-t-on signalé de même source.

## MOSTAGANEM

## Augmentation de la production laitière

La production laitière dans la wilaya de Mostaganem a vu une croissance légère de 1,650 million de litres, soit l'équivalent de 1,5 % de plus que lors de la campagne 2019-2020, a-t-on appris mardi auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Les données communiquées par le bureau production animale du service de production et d'appui technique indiquent que la quantité produite a atteint plus de 104 millions de litres dont 79,8 millions de lait de vaches, 15,1 millions de lait de brebis et 9 millions de lait de chèvres.

Le bilan montre que les quatre laiteries dont dispose la wilaya, ayant une capacité productive quotidienne de plus de 110.000 litres, ont collecté durant cette campagne 11 millions de litres de lait cru.

Les mesures de soutien de la production et de collecte et de transfert du lait ont permis d'augmenter les capacités productives de la wilaya de 87 millions de litres en 2012 à plus de 104 millions cette année.

Les éleveurs, collecteurs et transformateurs de lait ont bénéficié, durant cette période, d'incitations dans les domaines de production du fourrage et d'acquisition de matériel d'hydraulique et d'équipements d'élevage bovin.

## JUSTICE

## Khenchela : mandat de dépôt pour l'ancien et l'actuel directeurs de la CCLS pour corruption

La chambre d'accusation près la cour de Khenchela a ordonné dans la nuit de lundi à mardi de placer sous mandat de dépôt l'actuel et l'ancien directeurs de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) pour implication dans des affaires de corruption, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

La même source a précisé que la chambre d'accusation a ordonné de placer sous mandat de dépôt l'actuel directeur de la Ccls et son prédécesseur qui occupe actuellement la même fonction à Bordj Bou Arreridj ainsi que la mise sous contrôle judiciaire de 4 fonctionnaires de la Ccls sous les chefs d'inculpation de "mauvaise gestion, dilapidation et détournement de deniers publics et de manipulation des quotas de blé et d'orge soutenus accordés aux minorités privées de la wilaya de Khenchela entre 2018 et 2020". La brigade de recherche et investigation du groupement de wilaya de la gendarmerie a ouvert en juillet passé de vastes enquêtes sur les affaires de la Ccls de Khenchela et a entendu plusieurs parties, a-t-on rappelé.

Les investigations ont révélé des affaires de corruption et de mauvaise gestion et le dossier de l'affaire a été différé devant le tribunal de Khenchela qui avait ordonné le 16 novembre de mettre sous contrôle judiciaire les directeurs actuel et ancien de la Ccls et quatre autres fonctionnaires.

Un recours a été introduit contre cette décision par le parquet et le dossier a été réexaminé par la chambre d'accusation qui a ainsi décidé de placer sous mandat de dépôt les deux directeurs et de maintenir la décision de contrôle judiciaire pour les quatre autres fonctionnaires.

## DJELFA

## Un mort dans un accident de la circulation

Une personne est décédée dans un accident de la circulation survenu, mardi, dans la wilaya de Djelfa, a-t-on appris auprès de la direction locale de la protection civile. Selon le chargé de communication auprès de ce corps constitué, le sous-lieutenant Abderrahmane Khadher, l'unité secondaire de la commune de Messaad (75 km au sud de Djelfa) est intervenue aux environs de 8h00 de la matinée, pour un dérapage suivi du renversement d'un véhicule touristique sur la RN 2 au lieu dit "Enthila". L'accident a causé la mort, sur place, d'un homme de 31 ans, a ajouté le même responsable, signalant le transfert de la dépouille de la victime vers la morgue de l'hôpital de Messaad.

Les services de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et circonstances exactes de ce drame de la route, a-t-on précisé de même source.

## RÉSOLUTION DU PE SUR LES DROITS DE L'HOMME EN ALGÉRIE Le Groupe parlementaire du tiers présidentiel au Conseil de la nation dénonce la résolution

Le groupe parlementaire du tiers présidentiel au Conseil de la nation a dénoncé mardi dans un communiqué la teneur de la Résolution du Parlement européen (PE) sur la situation des droits de l'homme en Algérie, soulignant que l'histoire "reconnait tout ce que notre pays a consenti pour défendre sa liberté et celle des autres peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine".

"Nous rejetons et dénonçons ce comportement incessant envers l'Algérie, mais nous restons en même temps convaincus qu'il existe au sein du Parlement européen des voix qui comprennent notre situation et qui saisissent que le grand peuple algérien est capable de surmonter seul ses difficultés sans tolérer aucune ingérence étrangère dans les affaires intérieures de son pays", a précisé le groupe parlementaire dans son communiqué. "L'Algérie, qui a beaucoup pâti des

affres du colonialisme, poursuit aujourd'hui résolution ses efforts pour consolider ses acquis et approfondir la voie démocratique", a affirmé la même source. Et d'ajouter que "l'Algérie est tout à fait consciente que cette voie, longue et ardue, n'est pas exempte de difficultés, de contraintes et de lacunes diverses et complexes auxquelles se sont heurtés tous les pays qui se targuent aujourd'hui d'avoir atteint la prospérité absolue des valeurs de droit et de justice".



## L'Union parlementaire africaine condamne l'ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie

L'Union parlementaire africaine (UPA), a condamné mardi fermement la résolution du Parlement européen (PE) sur la situation des droits de l'homme en Algérie, la qualifiant d'"ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat Algérien". L'UPA a dénoncé, dans un communiqué, l'ingérence du Parlement européen (PE) dans les affaires intérieures de l'Etat Algérien, appelant cette institution européenne à "respecter la souveraineté de l'Etat algérien, son système constitutionnel et juridique et la non-ingérence dans ses affaires intérieures et celles des pays africains".

L'UPA a exprimé "sa solidarité avec le Parlement Algérien dans sa position contre cette résolution du Parlement européen". L'Union a appelé, dans ce contexte, "à la solidarité parlementaire africaine face à toute ingérence dans les affaires intérieures des pays africains". L'Algérie a condamné samedi "avec force" cette résolution du Parlement européen, affirmant que son "contenu outrancier" se résume à "un chapelet d'injures et d'avanies à l'endroit du peuple algérien, de ses institutions et de l'Etat algérien".

## RESSOURCES EN EAU

### Baraki : "les potentialités de l'Algérie estimées à 23 milliards m3/an"

Le ministre des Ressources en Eau, Arezki Berraki a indiqué, mardi à Alger, que le potentiel national en ressources hydriques ne dépasse pas 23,2 milliards de mètres cubes par an.

"Ce volume insuffisant donne une moyenne annuelle de 540 mètres cubes par an et par habitant alors que la moyenne mondiale fixée par les Nations Unies est de 1000 mètres cubes, a affirmé M. Baraki lors d'une conférence de presse sur la conjoncture du secteur.

Cette moyenne classe l'Algérie 29e pays au monde souffrant le plus du stress hydrique, a-t-il fait savoir, en citant le classement de World Resources Institute (Organisation mondiale de

recherche). Par ailleurs, à une question sur le taux de remplissage actuel des barrages au niveau national, il a affirmé qu'il était 39%.

Parmi ces barrage replets, il en existe 22 qui ont connu un taux de remplissage allant de 50 % jusqu'à 100%, a précisé M. Baraki. Par ailleurs, le taux des autres barrages variait entre 50 % et 25 % voire même moins pour certains.

Le ministre a précisé que les dernières précipitations enregistrées dans plusieurs wilaya ces deux derniers jours (le 29 et 30 novembre) ont permis de compenser le manque induit par le stress hydrique et de reconstituer les réserves du pays en ressources hy-

driques. "Cette augmentation des volumes d'eau au niveau des barrages a été enregistrée après les pluies abondantes enregistrées ces deux derniers jours dans plusieurs wilayas", a-t-il dit en citant, entre autres, Tizi-Ouzou et Alger avec des niveaux respectifs de 95 mm et 74 mm.

La production en eau de l'année hydrique 2019/2020 avait atteint 11,96 milliards de mètres cubes, a indiqué le ministre. Sur ce volume global, 34% ont été destinés pour l'alimentation en eau potable, 64% pour l'irrigation des terres agricoles et 2% au secteur de l'industrie, a-t-il fait savoir.

## TRANSPORT AÉRIEN

### Toutes les mesures prises pour le premier vol vers le Sud à partir de dimanche prochain (Air Algérie/Tassili Airlines)

Les compagnies nationales aériennes Air Algérie et Tassili Airlines ont pris toutes les mesures techniques nécessaires et celles préventives contre la COVID-19 pour programmer des vols domestiques vers le sud du pays, le premier étant à partir de dimanche prochain, a-t-on appris de responsables des deux compagnies aériennes.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de communication de Tassili Airlines, Karim Bahar a déclaré qu'"en application de la décision du Gouvernement relative à la levée de la suspension des vols domestiques des voyageurs, la Compagnie Tassili Airlines a arrêté un programme prévoyant, dans un premier temps, plusieurs vols vers le Sud (du 7 au 14 décembre en cours).

Entre autres dessertes programmées : Alger vers Adrar, Bechar et Tamanrasset, a fait savoir M. Bahar, relevant que la Compagnie est tenue au titre du contrat conclu avec la Sonatrach à assurer le transport des travailleurs et fonctionnaires du secteur pétrolier vers les wilayas du Sud, et qui "n'a pas été suspendu depuis avril dernier". Concernant les dessertes entre les villes du nord du pays, M. Bahar a précisé que des vols (sans les citer) seront programmés en fonction de la disponibilité des avions.

Quand aux vols vers l'étranger (rapatriement), le même responsable a indiqué que "Tassili Airlines" n'a pas encore reçu de programme spécial. De son côté, le chargé de l'Information et de la communication à Air Algérie, Amine Andaloussi a affirmé que les vols domestiques vers le sud du pays débiteront à partir de dimanche prochain, sans toutefois en préciser le nombre ou les wilayas concernées, assurant

que toutes les mesures préventives contre la pandémie du nouveau Coronavirus ont été prises. Dans un communiqué publié, mardi, la compagnie nationale a souligné l'importance pour les voyageurs de respecter les mesures préventives contre la Covid-19, notamment le port obligatoire du masque de protection pour leur sécurité et le bon déroulement des vols, et ce, à partir du 6 décembre".

Air Algérie avait annoncé, lundi, dans un communiqué la poursuite des vols de rapatriement des ressortissants algériens bloqués à l'étranger et des voyageurs souhaitant rejoindre le pays pour des motifs exceptionnels, exigeant, tout de même, les résultats d'un test PCR rendus au plus tard 72 heures avant l'embarquement. Ne donnant aucun détail sur les destinations prévues, la compagnie aérienne nationale porte à la connaissance des voyageurs concernés qu'un programme précis des dessertes "sera annoncé ultérieurement", afin de se rapprocher des agences commerciales d'Air Algérie pour l'achat des billets. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad avait décidé lundi la levée, dès dimanche 6 décembre, de la mesure de suspension des services aériens de transport public de passagers sur le réseau domestique. Cette mesure qui intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) et l'autorité sanitaire, concernera la totalité des dessertes d'vers les wilayas du sud du pays et, dans une première étape, 50% des vols desservant celles du nord du pays.

## EDUCATION Covid-19 : les avoirs arrêtés pour l'acquisition des moyens de protection (ministère)

Le ministère de l'Education nationale a autorisé les établissements d'enseignement à recourir, exceptionnellement, aux avoirs arrêtés au 31 décembre 2019 pour l'acquisition de moyens de prévention du coronavirus, a indiqué le ministère mardi dans un communiqué.

"Après avoir arrêté le bilan des avoirs des comptes hors budget au niveau des établissements d'enseignement et en application de l'instruction du ministre du secteur, les établissements sont autorisés à utiliser, exceptionnellement, les avoirs arrêtés au 31 décembre 2019, issus des affectations budgétaires pour l'acquisition des moyens de prévention de la pandémie Covid-19", précise la même source. Il s'agit pour les établissements ayant enregistré des avoirs aux comptes hors budget, de verser ces avoirs aux comptes des collèges et lycées où sont implantées des unités de dépistage et de suivi, les chefs des établissements devant, eux, se charger de l'opération de l'acquisition dans le cadre du respect rigoureux des textes réglementaires en vigueur. Une telle démarche "s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le ministère de l'Education nationale pour cadrer avec la conjoncture sanitaire exceptionnelle que traverse le pays, et concrétise les mesures de prévention du coronavirus édictées par les pouvoirs publics, en application du protocole sanitaire mis en place au profit du secteur de l'Education nationale", a conclu le communiqué.

## Covid-19 : une prime pour indemniser le personnel du secteur de l'éducation touché (CNOSTE)

La Commission Nationale des Œuvres Sociales des Travailleurs de l'Education (CNOSTE) a pris la mesure d'instaurer des primes et des d'indemnités au profit du personnel du secteur infecté à la covid-19 et ce dans l'objectif de contribuer à la réduction de la facture des soins, indique le président de la CNOSTE, Mustapha Benouis. "Il a été décidé d'octroyer des aides au profit du personnel du secteur de l'Education au niveau national pour les cas dont l'état de santé est jugé critique, lesquelles s'inscrivent dans le cadre de la solidarité avec les fonctionnaires en cette conjoncture exceptionnelle et ce à travers l'institution d'une prime de risque, ou prime covid-19, estimée à 50.000 DA au profit des enseignants et des fonctionnaires testés positifs", a déclaré à l'APS M. Benouis.

Selon le même responsable, le concerné doit se rapprocher de la CNOSTE ou des commissions de wilayas pour le dépôt de son dossier médical avant de procéder au versement de cette prime sur son compte. Il a été décidé, en outre, de prendre en charge 50% des frais liés aux tests covid-19, notamment le test PCR ou scanner, a-t-il assuré, soulignant que la CNOSTE a signé une convention avec plusieurs laboratoires et cliniques privés au niveau national pour l'indemnisation des fonctionnaires atteints du nouveau coronavirus. Si le test est effectué dans l'un des laboratoires conventionnés, ce taux (50%) est prélevé directement et le concerné devra payer les 50% restants, à la condition d'être titulaire d'une carte de prise en charge, a poursuivi M. Benouis. Dans le cas où ces analyses sont effectuées dans un laboratoire ou une clinique non conventionnés, l'indemnisation de 50% "demeure maintenue". Néanmoins, le versement de ce montant sur le compte de la personne concernée prendra du temps, a-t-il ajouté. Par ailleurs, M. Benouis a rappelé les œuvres sociales "importantes" dont bénéficient le personnel du secteur, les retraités et les familles prises en charge. Il s'agit de la pension d'orphelin qui est une pension annuelle comprenant les primes de scolarité, de l'Aid El-Fitr et de l'Aid El-Adha qui sont accordées en une seule fois. Elle s'élève à 9000 Da dans le cas où l'un des parents relève du secteur et à 12000 Da si les deux parents relèvent du secteur. Il s'agit également d'autres allocations et primes notamment de décès et de veuvage. Concernant la prime de départ, il a fait l'état de 15.000 dossiers au niveau national, dont les titulaires bénéficieront de cette prime d'ici la fin de l'année en cours (31 décembre 2020). Il a également souligné l'importance des "prêts sociaux" accordés par le Comité au personnel du secteur ayant pour motif le mariage et l'achat ou la construction de logements, ainsi que le prêt exceptionnel, relevant que ce dernier était "gelé" depuis 2015. Le ministère de l'Education nationale avait élargi l'accès à la prise en charge des différentes demandes des œuvres sociales pour le personnel du secteur, de manière à contribuer à l'amélioration de leur pouvoir d'achat conformément aux exigences légales en vigueur.

## DÉCÈS DE L'EX-ARCHEVÊQUE D'ALGER HENRI TEISSIER

# Un homme de paix qui œuvrait pour le vivre-ensemble

L'ex-archevêque d'Alger Henri Teissier, décédé mardi à Lyon (France) d'un accident vasculaire cérébral (AVC), était un homme de paix et de dialogue qui œuvrait pour le vivre-ensemble, travaillant sans cesse au renforcement de l'amitié islamo-chrétienne.



Dans un message de condoléances publié sur sa page officielle Facebook, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a salué la passion du défunt pour l'Histoire de l'Algérie, et son engagement pour la défense des valeurs de tolérance. "Mes sincères condoléances à la famille et aux proches du défunt, dont nous connaissons la passion pour l'Histoire de l'Algérie. Il avait mis en lumière les mémoires de l'Emir Abdelkader et n'avait de cesse de défendre les valeurs de tolérance, de coexistence et de dialogue interreligieux", a-t-il écrit dans son message.

"L'ancien archevêque d'Alger, Mgr. Henri Teissier, dont nous avons appris le décès aujourd'hui, était profondément attaché à l'Algérie et avait une grande estime pour les Algériens, avec lesquels il avait passé toute sa vie", a encore ajouté M. Djerad. Le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil a estimé qu'"avec la disparition d'Henri Teissier, digne héritier de Monseigneur Duval qui a soutenu, sincèrement, la

glorieuse Révolution de novembre, l'Eglise catholique, mais aussi toute la sphère religieuse en Algérie, perdent un de leurs fidèles serveurs".

Pour sa part, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a relevé, dans son message de condoléances, l'attachement de Mgr. Henri Teissier à l'Algérie qu'"il n'a jamais quittée, même durant les pires moments de son Histoire", soulignant que le défunt "a été son défenseur" et "le témoin du respect du principe de la liberté religieuse en Algérie, épousant aussi les causes nationales". Il a ainsi salué sa "grande connaissance de la culture arabo-musulmane" et son engagement pour le dialogue civilisationnel et pour le vivre-ensemble. Profondément attaché à l'Algérie, le défunt a opté pour la nationalité algérienne dès 1966.

Dans un témoignage recueilli par l'APS, l'ancien ministre et lauréat du prix Unesco du Dialogue des cultures, Mustapha Cherif, a relevé que le défunt "a aimé l'Algérie et le pays du 1er No-

vembre l'a fait sien, en lui accordant notamment la nationalité en 1966".

"Digne héritier de Monseigneur Duval qui s'est engagé aux côtés du peuple algérien durant la glorieuse Révolution, Mgr Henri Teissier représentait la figure de ces prêtres catholiques profondément humains", a encore souligné M. Cherif.

Artisan convaincu du dialogue interreligieux, Mgr Henri Teissier a "toujours œuvré pour le vivre-ensemble et en paix", a soutenu M. Cherif, rappelant que lors d'un colloque international islamo-chrétien tenu à Cordoue (Espagne) en 1974, feu Teissier est intervenu auprès de l'évêque de Cordoue pour permettre au groupe de participants musulmans "d'accomplir célébrer la prière du vendredi au sein de la célèbre Mosquée de Cordoue". De son côté, le secrétaire général au Haut Conseil islamique (HCD), Bouzid Boumediene, a qualifié, Mgr Teissier d'"Algérien nationaliste ayant œuvré durant toute sa vie pour la promotion des valeurs humaines". "Mgr Teissier a su contri-

buer profondément à instaurer un climat de tolérance et de dialogue entre les différentes communautés", a noté M. Boumediene, insistant sur le fait que "cette grande personnalité religieuse a choisi de rester en Algérie durant la décennie noire". "Amoureux de l'Algérie, de son peuple, de sa langue et de sa culture, passionné par la personnalité de l'Emir Abdelkader, Mgr. Teissier est aussi celui qui a guidé l'Eglise d'Algérie dans la tourmente des années 1990", a tenu à rappeler, de son côté Mgr Paul Desfarges, archevêque d'Alger. Né le 21 juillet en 1929 à Lyon, Henri Teissier est décédé à l'âge de 91 ans. Cet évêque catholique franco-algérien a été ordonné prêtre pour le diocèse d'Alger en 1955. Il est nommé Evêque d'Oran par le Pape Paul VI en 1972, avant de devenir Archevêque Co-adjuteur pour le Cardinal Duval à Alger en 1980, puis Archevêque d'Alger en 1988 jusqu'en 2008. Le défunt qui a longtemps vécu à Tlemcen (Ouest d'Alger), sera inhumé en Algérie, selon Mgr Paul Desfarges.

### CHANGEMENT CLIMATIQUE

## "L'Algérie prépare un livre blanc sur les catastrophes naturelles" (ministre)

Le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour a annoncé, lundi à Alger, que son département préparait, en concertation avec les différents départements ministériels un livre blanc sur les impacts des catastrophes naturelles induites par les changements climatiques en Algérie.

Le document, qui sera présenté au gouvernement avant fin décembre, devrait comporter des données chiffrées sur les dégâts enregistrés et les impacts écologiques directs et indirects, a indiqué M. Chitour lors d'un point de presse, en marge d'une rencontre avec les représentants de différents ministères et organes publics concernés. Outre les statistiques sur les pertes engendrées par les catastrophes naturelles, le document devrait également contenir des informations sur les efforts déployés par l'Algérie tant pour la réparation que pour la prévention des calamités.

La démarche préconisée consiste à recenser, depuis une vingtaine d'années, tous les dégâts induits par les changements climatiques d'une façon pluridimensionnelle. Chaque département ministériel et/ou grande institution concernés sont invités à faire le point, à la fois des dégâts matériels, des pertes humaines, des incidences économiques et des Dégâts prévisibles, à court et à moyen termes.

Selon le ministre, le livre blanc, élaboré à la demande du gouvernement, a d'abord une finalité nationale qui permettra aux pouvoirs publics de mieux cerner les problèmes liés aux catastrophes naturelles afin de les prévenir ou, du moins, les gérer d'une manière plus efficace. Mais, a-t-il poursuivi, ce document a également "une finalité internationale car il servira d'argument pour le pays qui entend défendre son projet de lutte contre la pollution et les changements climatiques au niveau des instances internationales en vue de bénéficier d'un appui financier de la part des Nations Unies.

"Statistiques et photos à l'appui, nous leur dirons : voici les dégâts des changements climatiques dus à la pollution que nous subissons et voici les efforts que nous consentons pour atténuer l'impact de de tout ces problèmes écologiques", a-t-il dit.

### L'appui financier des instances onusiennes est nécessaire

Afin d'accélérer son processus en matière de transition énergétique et de lutte contre la pollution, l'Algérie "doit bénéficier de l'appui financier des instances onusiennes", a-t-il insisté en tenant à rappeler que "les grands pollueurs sont les grands pays industrialisés alors que ce sont les pays en voie de développement et les pays sous développés qui en subissent les conséquences". Pour preuve, l'Afrique ne consomme pas plus de 2% de l'énergie mondiale mais elle est impactée par la pollution à hauteur de 40%, a-t-il argué, estimant qu'il est tout à fait légitime que le continent, dont l'Algérie, réclame une aide financière lui permettant l'atténuation des changements climatiques. Pour faire entendre leur voix, a-t-il expliqué, les Africains doivent présenter un document illustrant les effets négatifs des changements climatiques que subissent et subiront leur pays tels les inondations, les crues, la sécheresse, la désertification, les incendies de forêts ou encore la baisse des rendements agricoles et halieutiques, a-t-il énuméré. Pour sa part, la représentante du ministère de l'Environnement, Mme Faiza Dahleb, a rappelé la mission du Comité national Climat, créée en 2015, laquelle consiste à préparer l'Algérie à la ratification de l'accord de Paris en vertu duquel l'Algérie s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 7%, tout en assurant sa disposition d'aller jusqu'à 22% de cet engagement si elle pouvait bénéficier des financements nécessaires et de toute l'assistance technique et de transferts de technologie. Elle a également mis en avant le rôle du plan national Climat (intersectoriel) adapté par le gouvernement en septembre 2019, et qui consiste à intégrer des projets de lutte contre le changement climatique. "Il y a eu 76 projets d'atténuation de l'impact du changement climatique dans différents secteurs et 63 projets d'adaptation", a-t-elle indiqué évoquant par ailleurs le problème financier qui se pose pour la concrétisation de certains projets. Mme Dahleb a également mentionné les projets structurants tels le barrage vert et les projets locaux au niveau du littoral et des hauts plateaux ainsi qu'au niveau du sud, afin d'établir des plans adaptés pour chaque région. Outre le ministère de l'Environnement et celui des Affaires étrangères, la réunion sur le Livre blanc a regroupé plusieurs représentants de ministères dont l'Energie, les transports, l'Agriculture, les Ressources en Eau, l'Habitat, l'Intérieur, les finances, la Pêche, l'Enseignement supérieur, la Santé, la Culture et l'Education. L'élaboration de ce document a associé également les bureaux d'études et différentes institutions telles que l'Agence spatiale algérienne.

APS

## Goudjil : «la scène religieuse perd "un de ses fidèles serveurs"»

Le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, a adressé un message de condoléances à la famille de l'ancien archevêque d'Alger, Monseigneur Henri Teissier, décédé mardi à Lyon (France) à l'âge de 91 ans, dans lequel il a affirmé que la scène religieuse en Algérie perdait "un de ses fidèles serveurs". "Avec la disparition d'Henri Teissier, digne héritier du cardinal Léon-Etienne Duval qui a soutenu avec loyauté la glorieuse Révolution de novembre, l'église et la scène religieuse en Algérie perdent un de leurs fidèles serveurs", a écrit M. Goudjil dans son message de condoléances, également adressé à Monseigneur Paul Desfarges, actuel archevêque d'Alger.

"Apôtre du dialogue entre les religions, les civilisations et les cultures, le défunt était un homme de principes et de valeurs qui se distinguait par sa stature religieuse et humaniste. Il prônait la tolérance, l'amour et la réconciliation avec l'autre, défendait le dialogue interreligieux et interculturel, et œuvrait pour la paix, la fraternité et l'entente", a souligné le président du Conseil de la nation par intérim dans son message de condoléances. "L'Algérie, qu'il aimait sincèrement, retiendra son précieux apport, et ses valeureuses contributions à la promotion du dialogue entre les religions, les civilisations et les cultures resteront gravées dans les mémoires", a ajouté M. Goudjil qui a présenté à la famille du défunt ses sincères condoléances et l'a assurée de sa profonde sympathie.

## M. Belmehdi présente ses condoléances

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a adressé à la famille de l'ancien archevêque d'Alger, Henri Teissier, décédé mardi à l'âge de 91 ans, un message de condoléances dans lequel il a mis en avant les qualités du défunt qui avait "une grande estime pour l'Algérie, fier d'y appartenir et d'y vivre".

"C'est avec une grande affliction que nous avons appris la nouvelle du décès de l'ancien archevêque, Monseigneur Henri Teissier, ancien prêtre du diocèse d'Alger", lit-on dans le message de M. Belmehdi. Le défunt "avait tellement d'estime pour l'Algérie qu'il était fier d'y appartenir, d'y vivre et de la défendre, en ce sens qu'il n'a pas quitté le pays même dans les pires moments. Au contraire, il l'a soutenu et témoigné du principe de liberté du culte que notre pays a toujours prôné", a-t-il rappelé.

Et de témoigner que feu Mgr Teissier a également été "impliqué dans les causes nationales, aux faits de la culture arabo-musulmane, missionnaire du dialogue inter-religieux et préservateur des confessions, des sacralités et des valeurs de coexistence et de paix". En cette pénible épreuve, "nous présentons nos plus sincères condoléances et exprimons notre profonde compassion à la famille du défunt et aux enfants de l'église catholique", a-t-il confié.

## MILA

## Plus de 1500 ha plantés d'ail depuis le début de la nouvelle saison

La superficie plantée d'ail depuis le début de l'actuelle saison 2020/2021 dans la wilaya de Mila a dépassé les 1.500 hectares, a-t-on appris mardi du chef du service de régulation de la production et soutien technique à la direction des services agricoles (DSA), Mohamed Bouleffet.

L'objectif tracé pour cette saison est de cultiver 1.723 hectares d'ail, a-t-il déclaré, précisant que 1.513 hectares des terres ainsi plantés se trouvent dans les communes du Sud de la wilaya notamment Oued El Athmania, Oued Seggan et Teleghema et dépasse déjà les 1.463 hectares réservés la saison précédente à cette spéculation.

La récolte d'ail de la saison précédente a atteint 640.000 quintaux, a fait savoir le même

responsable, révélant que la quantité stockée dans le cadre du dispositif de régulation de ce produit agricole par l'Office national des légumes et viandes a été de 970 quintaux. Leader de la filière ail, la wilaya de Mila compte 400 producteurs d'ail, selon la même source qui a ajouté que la DSA œuvre à impliquer le plus grand nombre de producteurs au programme de stockage et de régulation du marché le long de l'année.



## TINDOUF

## "Réunir les conditions nécessaires à un développement adapté aux spécificités de la région"

Les participants à une journée d'étude consacrée mardi à l'examen de la première phase de l'étude du schéma d'aménagement du territoire de la wilaya de Tindouf ont appelé à réunir les conditions d'un développement répondant aux spécificités de la région. Initiée par l'Agence nationale de l'aménagement et à l'attractivité des territoires (ANAAAT), cette rencontre, animée par visioconférence, a été axée sur le développement et l'aménagement de la région en vue d'attirer des investisseurs et ce, en œuvrant à réunir les conditions favorables à l'impulsion des opportunités d'investissement et à élaborer un programme ambitieux à l'effet d'atteindre un développement en adéquation avec les spécificités de la wilaya. Le wali d'Illizi, Youcef Mahiout, a indiqué que cette rencontre virtuelle est mise à profit pour

avancer des suggestions à même de permettre l'élaboration d'un plan d'action au titre de la stratégie générale du plan du gouvernement visant la promotion du développement local en remédiant à certains dysfonctionnements par l'exploitation des potentialités de la région.

Les importants atouts du gisement de Ghar-Djebilet, renfermant plus de trois milliards de tonnes de fer, ainsi que la possibilité d'exploration de sites aurifères dans plus d'une vingtaine de zones de la région, ont été évoqués par le chef de l'exécutif de la wilaya de Tindouf.

M. Mahiout a émis, à ce titre, le souhait de voir lancer prochainement la seconde phase de l'étude, en associant les différents partenaires, dont les directions exécutives, les opérateurs économiques et les organisations actives de la société, en vue d'as-

seoir une approche territoriale stratégique, en conformité avec le schéma d'aménagement du territoire. Le directeur des ressources en eau de la wilaya, Miloud Baba, a affirmé, pour sa part, que cette étude tend à collecter les données auprès des différents partenaires, en recourant au concours des entreprises, ainsi que des instituts et organismes à même d'alimenter et d'enrichir cette phase de l'étude.

Le président de l'Assemblée populaire de wilaya (P/APW), Ahmed Bab El-Ayach, a, de son côté, énuméré les avantages de la stratégie d'aménagement du territoire adoptée par l'Etat et consistant en la lutte contre le déséquilibre en termes de développement entre les différents territoires, à travers la consécration d'un développement équilibré et adapté aux spécificités socioéconomiques de chaque territoire.

## MOSTAGANEM

## Résiliation de contrat avec une entreprise pour retard

Les services de la wilaya de Mostaganem ont décidé de résilier le contrat avec une entreprise destinataire d'une mise en demeure pour retard dans les travaux d'aménagement de la zone industrielle de Bordjia 1, a-t-on appris mardi auprès de la wilaya. La décision de rupture du contrat a été prise par le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahya, lundi lors d'une visite de terrain dans la zone industrielle de Bordjia 1, située dans la commune de Hassiane, où il a constaté un retard accusé par certaines entreprises chargées des travaux convenus suivant un calendrier définissant les délais impartis, a-t-on indiqué à cellule d'information et de communication de la wilaya. M. Boulahya a instruit les responsables concernés de remplacer l'entreprise retardataire par une autre et d'intensifier les travaux en renforçant les chantiers, notamment dans la première tranche du projet industriel de 200 hectares. Le bureau d'études s'est engagé à le livrer en mars prochain pour permettre à 59

projets industriels de démarrer effectivement. Lors d'une rencontre avec les investisseurs, le wali a annoncé l'adoption d'une nouvelle méthode de travail basée sur le suivi et l'accompagnement permanent des porteurs de projets afin de lever tout obstacle, notamment administratif, et de fournir les moyens nécessaires à la relance de l'activité industrielle dans la wilaya. Une commission a été mise en place pour accueillir les investisseurs, prendre en charge leurs préoccupations et trouver des solutions à leurs problèmes dans le cadre des lois et règlements en vigueur, a-t-on fait savoir. Pour rappel, les travaux d'aménagement de la première partie de la zone industrielle de Bordjia ont atteint 75% (200 hectares) et la seconde partie à 53% (200 ha), alors que plus de 2,3 milliards DA ont été alloués pour fournir de l'électricité haute tension à ce pôle industriel, sur lequel misent les autorités locales pour générer quelque 40.000 emplois dans les années à venir.

## LAGHOUAT

## Réalisation de neuf nouveaux châteaux d'eau pour améliorer le réseau d'eau potable

Neuf (9) nouveaux châteaux d'eau ont été réalisés cette année dans la wilaya de Laghouat dans le but d'améliorer le réseau d'eau potable (AEP), a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des Ressources en eau (DRE). D'une capacité de stockage de 500 m<sup>3</sup> chacun, ces ouvrages hydrauliques, dont quatre implantés dans la commune du chef-lieu de wilaya, ont été achevés, hormis deux en voie de l'être à Ksar El-Hirane et un troisième à réceptionner durant le premier trimestre de l'année prochaine dans la commune de Sebguet (daïra d'Aflou), a précisé le DRE, Mohamed Tabbeche. Ces ouvrages sont appelés à améliorer le service public en matière d'AEP, de résoudre définitivement le problème d'approvisionnement de la population en eau potable, notamment dans les communes d'Aflou et de Ksar El-Hirane, qui ont accusé dernièrement un déficit en la matière pour diverses raisons, notamment l'insuffisance des eaux souterraines. M. Tabbeche a fait savoir aussi que



le secteur a prévu une série de projets de forages à travers la wilaya, après finalisation des études d'identification des réservoirs hydriques susceptibles d'être destinés à l'alimentation en eau potable. La wilaya de Laghouat devra atteindre un taux de

couverture totale (100%) en matière d'alimentation en eau potable, avec l'entrée en exploitation prochaine du barrage de Seklafa qui va permettre aussi de réduire la surexploitation des réserves hydriques souterraines, a conclu le DRE de Laghouat.

## BATNA

## Plus de 1 750 aides financières accordées aux transporteurs

Pas moins de 1 756 aides financières d'une valeur de 90 000 dinars ont été accordées, mardi, à différents transporteurs activant dans la wilaya de Batna, touchés par les mesures de prévention contre l'épidémie de la Covid-19, a indiqué le directeur local du secteur, Adj Bouaouani.

Les aides allouées à chaque personne concernée, une fois les démarches nécessaires effectuées auprès de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos), ont trait à l'équivalent de trois (3) mois de salaire pour chaque bénéficiaire, et ce, conformément aux mesures préventives imposées par la pandémie de Covid-19, pour préserver la santé des transporteurs et leurs employés, a souligné la même source.

L'opération s'est déroulée dans le strict respect de la distanciation sociale en coordination avec les chefs de daïras, a fait savoir également M. Bouaouani, relevant que des directives ont été données aux secrétaires généraux des communes pour distribuer ces aides en fonction du lieu de résidence des concernés en vue de retirer leur argent au niveau des différentes recettes communales.

Par ailleurs, au regard du grand nombre de transporteurs exerçant au chef-lieu de wilaya, les bénéficiaires ont été répartis sur 4 recettes pour faciliter le paiement des aides et éviter de longues files d'attente, a assuré le même responsable. Il a également ajouté que ces aides sont destinées aux propriétaires de taxis collectifs et les transporteurs individuels, les sociétés de radio-taxi, les exploitants des auto-écoles, les propriétaires de bus ainsi que les conducteurs inter-wilayas.

Selon la même source, l'opération intervient en application de l'instruction n 255 du 26 septembre 2020 du ministre des Transports et de la décision ministérielle précisant les modalités de mise en application du décret exécutif n 20-211 du 30 juillet 2020, faisant état de l'octroi d'une aide financière au profit des professions touchées par les répercussions de la pandémie de Covid-19.

## ANNABA

## Réception "avant fin 2020" de structures restées fermées pour plusieurs années

Plusieurs structures administratives et de service inexploitées et abandonnées pendant plusieurs années seront ouvertes dans la wilaya d'Annaba "avant la fin de l'année en cours", a affirmé mardi le wali Djamel Eddine Berimi.

Sur le chantier de réaménagement pour 6 millions DA du centre de proximité des impôts réceptionné à Zaâfrania en 2015 et laissé depuis en état d'abandon à l'origine d'actes de vandalisme et de détérioration, le wali a affirmé que cet équipement doit être ouvert "avant la fin 2020" de sorte à améliorer les conditions de travail des services fiscaux et la qualité de leurs prestations.

Il a également rappelé qu'une plainte contre x a été introduite suite aux dégâts subis par cet équipement. Le chef de l'exécutif local a aussi inspecté le chantier de "Dar El Amel" (foyer de l'espoir) réalisé dans la ville d'Annaba à l'initiative de l'association Amel d'aide aux malades cancéreux avec près de 700 millions DA d'aides des autorités locales de la wilaya et de la commune. Destiné à accueillir les proches des cancéreux, ce foyer resté fermé pendant plusieurs années doit connaître l'achèvement de ses travaux secondaires restant puis équipé en vue d'ouvrir ses portes dans "les plus proches délais", a déclaré le wali. M. Berimi a également visité le projet d'un nouveau siège de la Cour de justice ayant nécessité une rallonge de 650 millions DA et a insisté sur le respect des délais de mise en service, annoncé pour 2021 et des normes de qualité des travaux.

## CNEP-BANQUE Inauguration d'une agence dédiée exclusivement à la finance islamique



Une agence de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), dédiée exclusivement à la finance islamique, a été inaugurée mardi à Alger par le ministre des Finances, Aymene Benabderrahmane.

Accompagné par le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Rosthom Fadli et le P-dg de la Cnep-Banque, Rachid Metref, le ministre des Finances a inauguré cette agence, la première en Algérie à offrir "exclusivement" des produits conformes à la Charia.

L'agence est dotée d'un simulateur de financement, pour assurer la commercialisation des produits de la finance islamique développée par la CNEP-Banque.

Trois (03) produits seront proposés dans la première étape : les comptes chèque et comptes courants ainsi que le produit de financement "Ijara Tamlikia" dédié au financement immobilier.

Cette première étape, sera suivie par l'ouverture progressive de nouvelles agences de même nature à travers l'ensemble du pays à commencer par les wilayas de Boumerdes et de Sidi Bel Abbès.

La CNEP-Banque, qui ambitionne de doter toutes ses agences d'un guichet dédié à la finance islamique, compte depuis début novembre à ce jour (05) agences mixtes (islamique/conventionnel) à Saïd Hamdine (Alger), Ain Temouchent, Boudjeriou (Constantine), Bouira et Biskra.

Selon M. Benabderrahmane, la finance islamique constitue une partie du programme de réforme du gouvernement. "La finance islamique était un vieux pieux, c'est devenu une réalité.

Depuis le mois de mars et la promulgation du règlement de la Banque d'Algérie, nous avons très bien avancé avec le Haut Conseil Islamique (HCA) pour le développement des produits de la finance islamique", s'est-il réjoui.

Le ministre a fait savoir que depuis l'inauguration de la première agence proposant les produits de la finance islamique (la BNA à Alger-centre), "le rendement est bon et même au-delà des prévisions". Il a annoncé que les premières données et statistiques en la matière seront communiquées à la fin de l'année en cours.

Juste après cette inauguration, le ministre a effectué une visite au niveau de "l'espace mémoire" de la Cnep-Banque au niveau du siège de la direction générale de l'établissement financier à Cheraga. A cette occasion, M. Benabderrahmane a souligné l'intérêt de vulgariser l'activité financière et de former les citoyens afin de permettre le développement de l'utilisation des nouvelles technologies dans la finance.

## INDUSTRIE

### Tizi-Ouzou : les travailleurs de l'ENIEM refusent la décision d'arrêt d'activité

Des travailleurs de l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM) de Tizi-Ouzou, ont organisé mardi une marche pour protester contre la décision d'arrêt technique des activités décidée par la direction de leur entreprise, a-t-on constaté.

De la zone industrielle de Oued-Aïssi, à la sortie Sud-est de Tizi-Ouzou au siège de la wilaya, les travailleurs ont exprimé leur refus de cette décision, en endossant la responsabilité de la situation actuelle de l'entreprise à ses dirigeants.

Lundi, la direction de l'ENIEM avait annoncé "un arrêt technique d'activité d'une durée d'un mois (du 01 au 31 décembre)" pour cause de "contraintes finan-

cières" et "rupture des stocks des matières premières entraînant de fait l'arrêt de la production".

Un arrêt technique qui s'accompagne d'aménagements financiers à hauteur de 80% du salaire pour les travailleurs percevront leurs salaires de base augmentés de l'indemnité d'expérience professionnelle ainsi que du maintien des primes et indemnités à caractère familial telle l'indemnité pour salaire unique (ISU), durant cet te période.

Une décision "à laquelle le partenaire social n'a pas été associé en violation des dispositions de la convention collective de l'entreprise et qui consacre, par ailleurs, l'échec de la direction actuelle dans le

## BOURSE D'ALGER

### Ouverture du capital de deux banques publiques en 2021 (Benabderrahmane)

L'ouverture du capital de deux (02) banques publiques aura lieu courant 2021 à travers la Bourse d'Alger dans le cadre des réformes gouvernementales du système financier national, a indiqué mardi à Alger le ministre des Finances, Aymene Benabderrahmane.

Lors d'un point de presse en marge de l'inauguration de la première agence CNEP-Banque dédiée exclusivement à la finance islamique, le ministre a fait savoir que "l'ouverture du capital de deux premières banques publiques se fera courant 2021 à travers la Bourse d'Alger", sans dévoiler l'identité des deux banques.

Interrogé quant à l'apport de la finance islamique pour capter les fonds du marché parallèle, M.

Benabderrahmane a rappelé que "l'émergence du marché parallèle a été le résultat d'absence de confiance et d'une bureaucratie ayant impacté les opérateurs et les investisseurs".

Ainsi, selon lui, outre les réformes sectorielles en cours, et pour vulgariser la culture financière auprès du citoyen, les autorités financières du pays vont organiser, lors de la Journée arabe de l'inclusion financière en avril, plusieurs activités permettant au citoyen de se rapprocher plus du milieu financier et des banques.

Il s'agit notamment, pour les banques, de faire connaître



les différentes opérations bancaires et digitales au citoyen.

Concernant la réforme bancaire, le ministre a souligné qu'il s'agit là de l'une des priorités du Gouvernement.

Tout un programme est finalisé dans ce cadre, a-t-il noté.

Selon le ministre, cette réforme, passe par l'implémentation d'un nouveau mode de gouvernance au niveau des banques publiques, à savoir "un dispositif permettant le financement pérenne et efficace de l'économie nationale en sortant du carcan du finan-

cement de l'import-import pour aller vers le financement des projets productifs pour accompagner les PME et les start-up".

De plus, le premier responsable des Finances a indiqué que des bureaux de banques publiques algériennes seront ouverts à l'étranger en Europe dès le début de l'année prochaine puis, suivront d'autres bureaux bancaires en Afrique courant 2021.

Concernant la question sur l'intérêt des bureaux de change, le ministre a fait savoir que ces bureaux à travers l'ensemble des pays

dans le monde sont destinés aux non-résidents.

"Il faut qu'on comprenne que les bureaux de change dans ces pays sont destinés aux flux de touristes et non à leurs propres citoyens", a-t-il expliqué, précisant que la réglementation pour les bureaux de change existe en Algérie depuis les années 90, sachant que la Banque d'Algérie a délivré un grand nombre d'agréments, mais seule une cinquantaine est en cours d'utilisation au niveau des grands établissements hôteliers notamment.

Concernant l'absence des notes de conjoncture de la Banque d'Algérie depuis 2018, M. Benabderrahmane a expliqué que la conjoncture actuelle rend difficile les projections de la Banque.

"Aucune note de conjoncture ne peut se projeter sur un espace temporel d'une semaine", a-t-il ragué en rappelant que la crise sanitaire a mis toutes les économies du monde dans le rouge et que leurs indicateurs actuels sont devenus approximatifs du fait des incertitudes entourant l'évolution de la situation pandémique.

## UNIVERSITÉ - MONDE DE L'ENTREPRISE

### Installation d'une commission conjointe Université-Entreprises économiques

Une commission conjointe entre le secteur de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a été installée, mardi, pour trouver les voies de rapprochement entre l'université et les entreprises et s'ouvrir sur le monde économique.

Présidant l'installation de cette commission, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a précisé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des démarches et concertations entreprises par le secteur avec les différents partenaires économiques, et a pour objectif de "promouvoir la relation entre l'université et l'entreprise".

La commission conjointe s'attellera à la "recherche des mécanismes adéquats et des procédés opérationnels qui permettent aux étudiants inscrits en

doctorat de préparer leurs thèses au sein de l'entreprise" et aura à formuler des propositions et des recommandations dans ce sens, a-t-il ajouté.

Les résultats obtenus par cette commission conjointe "seront inclus, conformément aux instructions du Premier ministre, dans les axes de travail devant être examinés par une commission multisectorielle dont les travaux seront coordonnés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, pour apporter les solutions adéquates à la problématique de l'employabilité des titulaires de doctorats dans les différents secteurs d'activité", précise le ministre.

"Il est prévu l'adoption d'un statut pour les titulaires du doctorat, la dynamisation du mécanisme de préparation de la thèse au sein de l'entreprise, la relance et la dynamisation des départements de recherche-développement dans les entreprises économiques des

secteurs public et privé", a fait savoir M. Benziane.

De son côté, le Président de la CAPC, Sami Agli a précisé que cette commission conjointe qui réunit les représentants des entreprises économiques avec l'université algérienne reflète "le nouveau modèle économique, nécessaire pour construire l'avenir de l'économie algérienne".

La présence de la CAPC dans tous les domaines économiques "permettra de concrétiser la vision prospective, en confortant sa relation avec l'université via la formation et l'encouragement de la recherche scientifique", selon le ministre.

La commission conjointe comprend des représentants du secteur de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi que des représentants d'entreprises spécialisées en électronique et dans le numérique.

à prendre pareille décision.

redressement de l'entreprise", a indiqué, dans une déclaration à l'APS, Mouloud Ould Hadj, un des représentants des travailleurs.

"C'est la 2ème fois que l'entreprise recourt à cette solution d'arrêt technique de l'activité en l'espace d'une année, alors même qu'elle a bénéficié d'une subvention de l'Etat", a-t-il ajouté pour étayer son propos.

Pour sa part, le PDG de l'entreprise, Djillali Mouazer, a souligné à l'APS que "l'ENIEM ne dispose pas de partenaire social, les mandats de la section syndicale et du Comité de participation de l'entreprise ayant expiré", ce qui l'autorise, selon des dispositions de la convention collec-

M. Mouazer a, en outre, indiqué qu'il se trouve en visite chez le fabricant électroménager Condor à Bordj Bouarreridj pour "une éventuelle sous-traitance mutuelle, voire, une alliance stratégique pour atteindre le niveau d'intégration exigé par la nouvelle réglementation".

Reçus par le wali, Mahmoud Djamaa, qui a écouté leurs doléances, ce dernier s'est engagé à saisir le groupe Elec El Djazair, dont dépend l'ent reprise, et le ministère de l'Industrie, à propos de la situation de l'entreprise, a indiqué Hamitouché Moula directeur de l'industrie et des mines.

## OPEP

## Le Brut de l'Opep à 46,72 dollars à la veille de la réunion de l'Opep+

Le prix du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont le pétrole brut algérien, s'est maintenu à près de 47 dollars à la veille d'une réunion importante des signataires de la déclaration de coopération.

Selon les données de l'Organisation publiées jeudi sur son site web "le panier de référence de l'OPEP (ORB), s'est établi à 46,72 dollars le baril mardi, après avoir débuté la semaine à 46,43 dollars.

L'ORB maintient le niveau de plus de 46 dollars en ce début décembre, et ce en attendant les décisions qui seront prises jeudi par les producteurs de l'Opep et leur alliés à l'occasion de la tenue de la 12ème réunion ministérielle des membres de l'Opep et Non Opep.

Il s'agit d'un niveau le plus important que ceux enregistrés durant les précédents mois, à cause notamment de recul de la demande mondiale sur l'énergie affectée par la pandémie de Covid-19.

Cette amélioration a



débuté en fin de mois écoulée, et intervient suite aux nouvelles annonces par différents laboratoires dans le monde sur l'efficacité d'un vaccin réduisant le risque d'atteinte de la Covid-19 et la possibilité d'entamer des campagnes

massives de vaccination.

C'est dans ce contexte que les cours de l'or noir connaissent une amélioration, d'ailleurs, le baril de Brent de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres, sur lequel est établi le pétrole algérien, a

terminé la séance de mardi à 47,42 dollars.

La 12ème réunion ministérielle de l'Opep et Non Opep prévue pour demain jeudi, par vidéoconférence examinera la possibilité de la prolongation de seuil actuel de la baisse de la production qui est de 7,7 millions de barils par jours au-delà de 2020.

Après la 180e réunion de la Conférence de l'Opep, tenue lundi sous la présidence de l'Algérie, les 13 pays membres de l'Organisation des pays explorateurs de pétrole (Opep) poursuivent depuis mardi les consultations avec leurs alliés pour un consensus adapté à la demande pétrolière, au marché pétrolier, et à l'ensemble des pays producteurs avant la prise de décision finale jeudi.

## ENERGIE

## Finance verte : après le charbon, les assureurs appelés à sortir aussi du pétrole et du gaz (ONG)

Le retrait de beaucoup d'assureurs du secteur du charbon ces dernières années a nettement compliqué le fait d'assurer des projets liés au charbon, se félicite mercredi un groupement d'ONG, qui appelle toutefois les compagnies à adopter la même politique avec le pétrole et le gaz.

"Le retrait continu des assureurs du secteur charbon rend plus difficile et plus coûteuse l'obtention d'une couverture d'assurance pour des projets charbon", souligne un rapport publié par "Insure Our Future", campagne collective d'ONG qui demandent aux assureurs de se désengager et de cesser d'assurer le charbon, les sables bitumineux, le pétrole et le gaz et de soutenir la transition vers l'énergie propre.

De fait, la plupart des assureurs européens et australiens n'assurent plus de nouveaux projets liés au charbon, tandis que d'autres deviennent plus prudents et limitent leurs capaci-

tés, salue le rapport, constatant que "les entreprises du charbon étaient confrontées à des augmentations des tarifs allant jusqu'à 40%".

Dans le détail, "au moins 23 assureurs ont mis fin ou limité leur couverture aux projets charbon, ce qui représente 12,9% du marché de l'assurance primaire et 48,3% du marché de la réassurance", poursuit-il.

En outre, "les assureurs se désinvestissent aussi également du charbon: au moins 65 assureurs avec des actifs combinés d'une valeur de 12.000 milliards de dollars - probablement plus de 40% des actifs totaux de l'industrie - ont soit adopté une politique de désinvestissement, soit se sont engagés à ne pas faire de nouveaux investissements dans le charbon", est-il ajouté.

"Le retrait progressif des assureurs des énergies fossiles est positif, mais face à l'aggravation de la crise climatique, il faut que cela s'accélère", a

commenté Peter Bosshard, coordinateur de la campagne "Insure our future". Notamment, "les grands assureurs états-unis, le marché du Lloyd's et l'Asie de l'Est continuent d'assurer le charbon et le secteur mondial de l'assurance n'a pas encore pris de mesures globales concernant le pétrole et le gaz", regrette le collectif.

A ce jour, "seuls neuf assureurs ont limité ou mis fin à leur couverture pour le pétrole des sables bitumineux - contre quatre l'année dernière", souligne-t-il.

Parmi les groupes européens, les français Axa et Scor, mais aussi les allemands Allianz, Munich Re ou encore l'helvétique Zurich "doivent à minima cesser d'assurer et d'investir dans des sociétés qui prévoient l'ouverture de nouvelles réserves de pétrole et de gaz", relève Lucie Pinson, directrice générale du cabinet Reclaim Finance, membre du collectif.

## AUSTRALIE

L'Australie sort de la récession au 3<sup>e</sup> trimestre 2020

L'Australie est sortie de la récession au troisième trimestre 2020, avec un rebond de son produit intérieur brut (PIB) de 3,3% sur un an, révèlent des statistiques officielles publiées mercredi.

L'épidémie de coronavirus étant désormais sous contrôle, les chiffres témoignent de la reprise de l'activité pour les entreprises et d'une hausse des dépenses des consommateurs.

Le Bureau australien des statistiques (ABS) a souligné que la consommation des ménages, qui a augmenté de 7,9% par rapport au deuxième trimestre, a largement contribué au rebond économique.

Le gouverneur de la banque centrale, Philip

Lowe, a cependant indiqué que ces indicateurs économiques positifs masquent des difficultés persistantes.

"Ces chiffres ne peuvent pas cacher le fait que la reprise sera inégale, chaotique et longue.

Certains secteurs de l'économie ne se portent pas bien et d'autres sont en grande difficulté", a-t-il déclaré mercredi à des parlementaires.

La Banque centrale a annoncé que l'économie australienne n'atteindra pas les niveaux d'avant la pandémie avant fin 2021.

Elle ne s'est pas encore totalement remise de la récession engendrée par le coronavirus, enregistrant en septembre une baisse sur un an de 3,8% de son

PIB. Ce retour de la croissance intervient après un recul de 7% de son PIB au deuxième trimestre et de 0,3% au premier trimestre, sous l'effet de la pandémie de Covid-19.

Un pays entre en récession quand son PIB se replie pendant au moins deux trimestres consécutifs.

Cette croissance à nouveau positive a été enregistrée en dépit des mesures de confinement en vigueur en septembre et octobre dans l'Etat de Victoria, qui représente environ 25% de la production économique de l'Australie. Comme sur le reste de la planète, les mesures destinées à freiner la propagation du coronavirus ont fait basculer l'Australie dans la récession

alors que des pans entiers de son industrie étaient à l'arrêt. Environ un million de personnes ont perdu leur emploi et beaucoup d'autres ont vu leurs heures de travail diminuer tout comme leur salaire.

Pour compenser ces pertes, le gouvernement et la Banque centrale ont lancé un vaste plan de relance, injectant des milliards de dollars dans l'économie.

En novembre, la Banque de réserve d'Australie a également réduit les taux d'intérêt à un niveau record de 0,10% pour tenter d'accélérer la reprise.

La hausse du chômage devrait se poursuivre, le taux de chômage ayant atteint 7% en octobre.

## BREXIT

## Moins d'un mois avant la rupture et toujours pas d'accord en vue

A moins d'un mois de la fin du processus de leur rupture, Londres et Bruxelles abattent leurs dernières cartes pour arriver à un accord post-Brexit et échapper ainsi à un "no deal" dévastateur, créant des tensions au sein des 27 Etats membres de l'UE sur les concessions à accorder.

Le 31 décembre à 23H00 GMT s'achèvera la période de transition suivant le divorce historique, prononcé le 31 janvier dernier.

Le Royaume-Uni cessera alors d'appliquer les règles européennes et sortira du marché unique.

Après des mois de discussions poussives, les négociations actuellement menées à Londres butent toujours pour arriver à un accord de libre-échange sans quota ni droit de douane qui permettrait de limiter les perturbations des échanges.

Si un compromis est trouvé entre les équipes du négociateur de l'UE Michel Barnier et de son homologue britannique David Frost, il devra encore être ratifié par les Parlements respectifs, rendant les prochains jours déterminants.

Selon des sources européennes, la présidente de la Commission, l'Allemande Ursula von der Leyen, "veut un accord" et a dépêché à Londres l'une de ses proches collaboratrices, la Française Stéphanie Riso, pour "accélérer les négociations, avec des concessions qui risquent d'aller au-delà de ce qui a été accepté par les Etats membres".

"Il y a un malaise croissant parmi les Etats membres (...) et le sentiment est que cela doit s'arrêter", a souligné une source européenne.

Selon une autre, l'objectif est de conclure jeudi: "Soit un accord est trouvé, soit ce sera la fin".

"Nous veillons sous le leadership du négociateur en chef (Michel Barnier) à ce que l'ensemble des Etats membres soient parfaitement associés, mobilisés, informés dans ce processus de négociation", a tenu à souligner mardi soir le président du Conseil européen Charles Michel.

"Nous travaillons dur pour surmonter les divergences qui persistent et nous continuerons de négocier toute la semaine", a indiqué de son côté un porte-parole de Downing Street.

En cas de "no deal", les échanges entre le Royaume-Uni et l'UE seront régis par les règles de l'Organisation mondiale du commerce, synonymes de coûteux droits de douanes pouvant provoquer un choc économique.

Vu le manque de temps pour se préparer, des embouteillages monstres de camions sur les routes menant aux ports, des longues files d'attente au contrôle des passeports, voire des pénuries temporaires de certains produits risquent de survenir.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson s'est dit prêt à une telle option et a assuré que cela n'empêcherait pas le Royaume-Uni de prospérer et de nouer des accords avantageux avec de nombreux pays dans le monde.

Mais même en cas d'accord sans droits de douane ni quotas, les entreprises seront soumises à de nouvelles procédures administratives chronophages et à de nouveaux contrôles freinant les déplacements.

Le gouvernement a reconnu de "probables perturbations à court terme à la frontière", et a averti des millions d'entreprises des défis à venir.

Un centre d'opérations va être mis en place pour contrôler les mouvements des biens et des personnes à la frontière.

Ce centre, qui fonctionnera 24 heures sur 24, sept jours sur sept, a pour but de fournir des informations en temps réel permettant aux autorités de réagir rapidement pour limiter les délais à la frontière.

Pour juguler le trafic routier, les autorités ont lancé la construction de dix vastes parkings pour camions dans le sud de l'Angleterre.

L'un d'eux se trouve à Ashford, dans le Kent qui a voté à 59% en faveur du Brexit en 2016 et qui voit approcher la rupture sans savoir à quoi s'attendre. "Nous ne savons pas ce qu'il implique le Brexit, nous ne savons pas ce qui va se produire", explique Sharon Swandale, du village voisin de Mersham. "Quel que soit le résultat de nos négociations avec l'UE, il y a des changements certains auxquels les entreprises doivent se préparer dès maintenant", a déclaré Michael Gove, le ministre chargé de coordonner l'action du gouvernement.

"Il n'y a pas de temps à perdre". Les négociations butent toujours sur les garanties réclamées aux Britanniques en matière de concurrence, la manière de régler les différends dans le futur accord et l'accès des pêcheurs européens aux eaux britanniques.

## CONSTANTINE - COVID-19 Intensification des sorties de sensibilisation de la gendarmerie nationale au profit des commerçants

Les actions de sensibilisation aux risques du Covid-19 organisées par les différents services de la gendarmerie nationale de la wilaya de Constantine au profit des commerçants ont été intensifiées afin de contribuer à contrer la recrudescence du nombre de contamination, a indiqué mardi, le responsable de communication de ce corps constitué. S'exprimant en marge d'une action de sensibilisation menée dans la cité Zouaghi Slimane (chef-lieu de wilaya) par la brigade de gendarmerie nationale d'Ain El Bey en collaboration avec une équipe du service de la répression de la fraude relevant de la direction locale du commerce, le lieutenant Nedjoua Bekiri, a déclaré que 15 sorties de prévention aux risques du Covid-19 ont été menées lors de ces 20 derniers jours notamment après la hausse du nombre de personnes contaminées par ce virus. "Ces opérations de prévention, qui viennent renforcer les efforts de l'Etat visant à contrer la propagation du coronavirus, ont permis de toucher près de 150 locaux commerciaux dont 60 situés dans des zones d'ombre, en sus de la distribution de près de 1.000 bavettes", a fait savoir la même source, notant que les propriétaires des différents commerces ont été sensibilisés à l'obligation de fournir les moyens de stérilisation, d'exiger le port de bavettes et le respect de la distanciation physique.

De son côté, le chef de service de la brigade de répression de la fraude, Samir Lafouala a assuré que les mesures imposées par les autorités publiques en matière de prévention contre la contamination au Covid-19 doivent être accompagnées par "une sincère volonté de la part des citoyens pour éviter la recrudescence de la pandémie".

Il a, dans ce sens, souligné que durant le mois de novembre dernier, plus de 26 infractions liées aux mesures sanitaires préventives ont été enregistrées et donné lieu à la proposition de fermeture administrative à l'encontre des commerçants contrevenants. Dans le même sillage, M. Lafouala a affirmé que la brigade de répression de la fraude veille à l'intensification du contrôle au niveau des commerces qui connaissent un grand afflux des citoyens, à l'instar des centres commerciaux et des fast-foods et ce pour s'enquérir de l'application des mesures préventives de lutte contre la propagation de la pandémie.

## BISKRA Intensification des campagnes de contrôle du respect des mesures préventives dans les crèches

Les services de la direction de commerce de Biskra ont intensifié les campagnes de contrôle et de suivi du respect des mesures préventives dans les crèches pour lutter contre la propagation du Covid-19, a indiqué mardi, le directeur de wilaya du commerce par intérim, Karim Kadi. La direction locale du commerce a renforcé les mesures préventives contre le coronavirus dès la reprise des activités éducatives et la modification des dispositions du confinement sanitaire et partiel, a-t-il souligné, faisant état de la mobilisation d'agents de contrôle dans les 24 crèches que compte la wilaya. Le même responsable a déclaré que des opérations de contrôle et d'inspection inopinées sont effectuées pour contrôler le respect du protocole sanitaire notamment en matière de disponibilité et utilisation du gel hydroalcoolique, le port des masques de protection et la désinfection des lieux. Dans le cadre des mesures de prévention adoptées, au titre de ces opérations de contrôle, les agents de la direction du commerce veilleront à l'application des dispositions exceptionnelles concernant les employés qui doivent faire le test de réaction de polymérisation en chaîne (PCR) et les analyses médicales avant d'entamer le travail dans ces établissements destinés à la petite enfance, selon le même responsable.

Les agents de contrôle mobilisés ne manqueront pas d'encourager les gestionnaires de ces crèches à appliquer le protocole sanitaire et les sensibiliser sur l'importance des mesures préventives, a souligné le même responsable, ajoutant que des orientations et conseils pour la prise en charge des cas urgents sont donnés en vue de préserver la santé des enfants et éviter d'éventuels dépassements.

## CONSTANTINE Fermeture de 456 commerces depuis mars dernier

Les services de la Sûreté de wilaya de Constantine ont procédé à la fermeture de 456 locaux commerciaux depuis fin mars dernier pour infraction aux mesures du protocole sanitaire de prévention contre la Covid-19, a-t-on appris mardi du chargé de la communication de ce corps de sécurité.

Les décisions de fermeture ont concerné notamment des grandes surfaces, les commerces d'alimentation générale ainsi que les marchés des fruits et légumes, a

## SOLIDARITÉ Prise en charge des catégories vulnérables : "importance de la coordination entre tous les intervenants sur le terrain"

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a mis en avant mardi à Alger l'importance de la coordination entre l'ensemble des intervenants sur le terrain pour améliorer la prise en charge des groupes sociaux vulnérables, surtout dans la conjoncture sanitaire actuelle induite par l'épidémie de Covid-19.

Lors d'une réunion de coordination par visioconférence avec les directeurs de l'action sociale (DAS) des différentes wilayas du pays, la ministre a insisté sur la nécessaire "coordination des actions de solidarité avec la société civile et les médias pour assurer une bonne prise en charge des catégories vulnérables qui ont besoin d'une attention particulière dans cette conjoncture difficile".

Aussi, a-t-elle appelé les directeurs de l'action sociale à "coordonner leurs actions avec la cellule de communication relevant de l'administration centrale du secteur, dans le cadre d'une politique d'information efficiente garantissant la couverture objective de toutes leurs activités sur le terrain et permettant ainsi d'éviter les fausses informations". L'objectif



principal de cette démarche est de "vulgariser les efforts soutenus consentis par le secteur de la solidarité nationale pour assurer la bonne prise en charge des différents groupes vulnérables", a expliqué Mme Krikou, rappelant, dans ce contexte, "l'action humanitaire en cours pour aider les sans

abri, en coordination avec la société civile et des associations caritatives".

Concernant le protocole sanitaire, la ministre a indiqué qu'"il est appliqué comme il se doit" dans tous les centres relevant du secteur, notamment les centres pour personnes âgées et pour enfants assistés, ainsi

qu'au niveau des établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés. Mme Krikou a, par ailleurs, plaidé pour "l'activation des plateformes numériques lancées pour la prise en charge des sans-abri, des personnes aux besoins spécifiques et des groupes vulnérables".

La première responsable du secteur a aussi appelé à "intensifier l'écoute des préoccupations psychosociales de ces catégories, en coordination avec les directions concernées et les cellules d'action sociale".

Mme Krikou a en outre mis l'accent sur l'importance de l'organisation de caravanes de solidarité pour venir en aide aux nécessiteux et aux enfants aux besoins spécifiques, notamment ent dans les zones d'ombre et reculées et parmi les populations nomades.

## ORNITHOLOGIE Batna : observation de la fauvette sarde, une première en Algérie (NatAurès)

La fauvette sarde, petit passereau migrateur très discret des îles méditerranéennes, a été observée et photographiée pour la première fois en Algérie sur le mont Metlili, à 60 km au Sud de la ville de Batna, il y a quelques jours par deux photographes naturalistes, apprend-on mardi auprès du collectif NatAurès, versé dans la préservation de la faune et la flore de la région des Aurès.

L'observation par les deux photographes naturalistes, Toufik Lemoufek et El Eulmi Benmokhtar, a été ensuite confirmée par une quinzaine de naturalistes du pays qui s'était ruée vers la garrigue de genévriers de Phénicie de cette montagne de 1495 m d'altitude de l'Atlas saharien dès l'annonce sur les réseaux sociaux de cette "observation en or", précise-t-on de même source.

Pour Salah Telailia, biologiste et ornithologue à l'université Chadli Bendjedid d'El Tarf, qui a été l'un des premiers à faire le déplacement, cette observation mérite "un grand bravo à Benmokhtar et Toufik pour leurs efforts d'investigation". Toutefois, estime cet universitaire, "il faudrait élargir le champ d'observation pour toute la zone, mais avec prudence et de la patience".

"C'est un chef d'œuvre", estime, de son côté, Mourad Harzallah, un des vieux naturaliste photographe d'Algérie, qui a aussi fait le déplacement de Bordj Bou Arreridj à Batna, assurant avoir pendant cinq années recherché en vain cette espèce. La fauvette sarde est généralement un oiseau sédentaire des îles méditerranéennes, mais certains individus migrent vers le

Sud pour hiverner en Afrique du nord surtout le long du littoral. Elle se distingue par un anneau orbital et un iris rouges. Insectivore, elle possède un petit corps d'à peine 12 cm, des ailes courtes et une queue relativement allongée, expliquent les ornithologues.

Pour Benmokhtar, cette rencontre "exceptionnelle", faite au cours d'une sortie routinière d'observation des oiseaux migrateurs en cette période automnale, "est le pur effet du hasard" et la première prise à été l'œuvre de Toufik Lemoufek, confie-t-il.

"Nous pensons avoir tous les deux repérés quatre individus de cette rare espèce dont un adulte et des immatures", ajoute Benmokhtar, estimant que cette observation nécessite un travail de suivi, notamment durant la période reproduction du printemps.

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ El Tarf : arrestation de six dealers et saisie de plus d'un kg de kif

Les services de la gendarmerie d'El Tarf ont arrêté six dealers et saisi 1,057 kg de kif traité et trois faux permis de conduire, à bord d'un véhicule touristique, intercepté au niveau de la localité de Bouteldja, a-t-on appris mardi du chargé de la communication de ce corps de sécurité, le commandant Djamel Nasri.

Exploitant une informa-

tion faisant état de trafic de drogue dans la région, la brigade de recherche en coordination avec la brigade de sécurité et d'intervention ont ouvert une enquête ayant permis d'appréhender un premier suspect à bord de son véhicule, a indiqué le commandant Nasri dans un point de presse tenu au siège du groupement de la gendarmerie d'El Tarf. Le premier

présupposé coupable a été appréhendé lors d'un barrage dressé au niveau de cette localité frontalière et la fouille corporelle a permis de récupérer 1,057 kg de kif traité, a ajouté le même source, signalant que cinq (05) autres complices ont été également arrêtés dans le cadre de cette affaire.

Trois (03) faux permis de conduire et trois (03) véhi-

cules touristiques, exploités dans le cadre de leurs déplacements, ont été en outre saisis, a-t-on noté.

Agés entre 28 et 60 ans, les dealers, originaires d'El Tarf, comparaitront dès demain mercredi devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'El Tarf pour répondre du chef d'inculpation de trafic de drogue, a-t-il relevé.

de non respect des mesures de désinfection et de nettoyage alors que 51 autres infractions d'exercice commercial en période de confinement sanitaire partiel, a ajouté le responsable.

Les infractions liées au non port de masque de protection médicale, signalées par les mêmes services, ont dépassé 12.500 depuis la propagation de cette pandémie dans la wilaya, a-t-on signalé de même source.



## ESCLAVAGE

## L'ONU appelle à une action collective contre l'esclavage sous toutes ses formes

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a appelé mercredi les Etats membres, la société civile et le secteur privé à renforcer leur action collective pour mettre fin à l'esclavage sous toutes ses formes et apporter un soutien pour protéger les victimes.

M. Guterres a demandé qu'un soutien soit apporté pour "identifier et protéger les victimes et les survivants et leur donner des moyens d'action, notamment sous forme de cotisations au fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage", a-t-il écrit dans un message publié sur le site officiel de l'Onu, à l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, célébrée le 2 décembre.

"Les manifestations mondiales contre le racisme systémique qui ont eu lieu cette année sont venues rappeler les injustices commises dans le monde entier, qui sont de sombres vestiges du colonialisme et de l'esclavage", a-t-il indiqué.

"Mais l'esclavage n'appartient pas au passé", a regretté M. Guterres. "A l'heure



actuelle, plus de 40 millions de personnes sont encore victimes de formes contemporaines d'esclavage.

Les femmes et les filles représentent plus de 71% de ces victimes", a-t-il précisé.

Le haut responsable de l'ONU explique que l'esclavage

de nos jours, prend différentes formes, citant "l'esclavage par ascendance, travail forcé, travail des enfants, servitude domestique, mariage forcé, servitude pour dettes, traite des personnes à des fins d'exploitation, sexuelle notamment, et recrutement forcé et

utilisation d'enfants dans des conflits armés". Les groupes pauvres et marginalisés, en particulier les minorités raciales et ethniques, les peuples autochtones et les migrants, sont touchés de manière disproportionnée par les formes contemporaines d'esclavage. L'inégalité de genre aggrave encore les tendances actuelles en matière de discrimination, indique l'ONU.

M. Guterres a rappelé à la fin de sa missive que l'année prochaine marquera le vingtième anniversaire de l'adoption, par la Conférence mondiale contre le racisme et la discrimination raciale, de la Déclaration et du Programme d'action de Durban qui qualifie l'esclavage et les pratiques analogues à l'esclavage de violations flagrantes des droits de l'homme.

"Nous ne pouvons souscrire à ces violations au 21<sup>e</sup> siècle", a-t-il conclu.

## MIGRATIONS

## L'ONU appelle à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre le Pacte mondial pour des migrations sûres

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a appelé mardi les Etats membres et tous les partenaires à redoubler d'efforts en vue de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et à protéger les droits humains de tous les migrants, quel que soit leur statut, y compris dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

"Les migrants ne devraient pas être stigmatisés ou se voir refuser l'accès aux traitements médicaux et à d'autres services publics.

Nous devons renforcer l'immunité de nos sociétés contre le virus de la haine", a déclaré le Secrétaire général de l'ONU dans un message vidéo.

Un nouveau rapport du Secrétaire général intitulé "De la promesse à l'action : le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières" met en lumière l'impact de ce cadre de coopération au cours des deux années qui ont suivi son adoption, tout en notant les efforts nécessaires pour améliorer la gouvernance et la coopération en matière de migration à tous les niveaux.

"Le Pacte mondial offre un cadre permettant de mieux gouverner les intérêts de tous. Si nous sommes unis, nous pouvons faire en sorte que la migration fonctionne pour tous", a souligné M. Guterres.

Alors que la pandémie de Covid-19 a perturbé les efforts de mise en œuvre du pacte dans de nombreux domaines, elle a également stimulé l'adoption de certaines politiques de soutien. Ces pratiques promet-

teuses comprennent l'accès de tous aux soins de santé et à d'autres services essentiels, quel que soit le statut migratoire, la prolongation des permis de travail et de séjour ou la régularisation du statut des migrants et la libération des migrants, y compris les enfants et les familles, des centres de détention et la priorité donnée aux alternatives non privatives de liberté dans la communauté. Certains Etats ont suspendu les retours forcés en raison du Covid-19, une mesure recommandée pour protéger les droits, la santé et la sécurité des migrants et des communautés. D'autres ont fait des efforts pour que ceux qui rentrent chez eux reçoivent un soutien, notamment des contrôles de santé, un accueil et un hébergement adéquats pour ceux qui s'isolent et sont en quarantaine, l'accès à la protection de l'enfance et à d'autres services, et une aide à la réintégration.

## Erosion du bien-être et de la dignité des migrants

Cependant, les réactions à la pandémie ont également exacerbé les inégalités existantes et trop souvent érodé le bien-être et la dignité des migrants sous prétexte de santé publique, parfois même au prix de leur vie.

Ainsi, des millions de migrants ont été affectés par la fermeture des frontières nationales et les perturbations des voyages internationaux.

De nombreux migrants se sont retrouvés bloqués sans aucun moyen de rentrer chez eux en toute sécurité. Les retours forcés de migrants, y compris sans prendre dûment en

compte les normes de santé, de sécurité et de protection de l'enfance, se sont également intensifiés pendant cette pandémie et mettent des vies en danger, y compris celles de milliers d'enfants migrants, a indiqué l'ONU. La perte d'envois de fonds dans les pays à revenu faible ou intermédiaire en raison de la Covid-19 a eu un impact dévastateur sur la vie et le bien-être d'innombrables migrants et de leurs familles, annulant les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Et pourtant, la pandémie a également mis en évidence le rôle critique des migrants internationaux en tant que travailleurs essentiels, y compris dans les soins de santé et l'approvisionnement alimentaire.

Selon le rapport, pour être efficaces, les réponses à la Covid-19 doivent accorder la même attention à tous, y compris aux personnes en situation de vulnérabilité, quel que soit leur statut migratoire.

Toute autre approche constituera un échec collectif de santé publique et une violation des droits de l'homme et du travail.

Le rapport note que de nombreux Etats montrent la voie.

Des pays de toutes les régions ont accepté de devenir les champions du Pacte et se sont engagés à partager leurs expériences et à démontrer l'utilité du Pacte.

Et sur le terrain, de nombreux acteurs non étatiques sont directement impliqués dans le soutien à l'intégration des migrants dans leurs communautés et leurs marchés du travail.

## MALI

## Hausse du trafic d'enfants en raison du conflit et de la pandémie de Covid-19 (HCR)

Le conflit, l'insécurité, la pandémie de Covid-19 et la détérioration des conditions socio-économiques entraînent une augmentation de la traite des enfants, du travail forcé et du recrutement forcé par des groupes armés au Mali, a mis en garde mardi le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). "Des nombreux cas de recrutement d'enfants sont signalés.

Au cours du premier semestre de cette année, 230 cas ont été recensés. Il s'agit de quinze cas de

plus par rapport à toute l'année 2019 (215 cas)", selon un rapport récemment publié par le Groupe mondial de la protection (GPC), un réseau dirigé par le HCR qui regroupe des agences des Nations Unies et des ONG assurant des prestations de protection aux personnes affectées par les crises humanitaires.

Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, des groupes armés se livrent également au trafic d'enfants destinés au travail dans les mines d'or, uti-

lisant les profits pour enrichir les terroristes des groupes armés.

Ce trafic permet d'alimenter le commerce des armes et financer la violence, relève le rapport.

Le HCR craint également que les mariages d'enfants n'augmentent de façon exponentielle dans un pays où, selon les estimations, plus de la moitié des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans.

De plus, de nombreux enfants sont également poussés vers les mines d'or informelles, notamment à Gao et Kidal. Selon le HCR,

quelque 6.000 enfants, en grande majorité des garçons, travaillent dans huit sites miniers du pays.

Comme les écoles restent fermées en raison du conflit, de l'insécurité, de la pandémie de Covid-19 ou des grèves d'enseignants, ces enfants sont à la merci des groupes armés.

Ils sont exposés dans ces mines "aux pires formes de travail des enfants, à l'exploitation économique, à la violence physique et psychologique".

## SÉNÉGAL

## Prison requise contre 3 pères accusés d'avoir fait embarquer leurs fils pour l'Europe

Des peines de deux ans de prison ferme ont été requises mardi au Sénégal à l'encontre de trois hommes accusés d'avoir fait embarquer leurs fils dans une pirogue en partance pour l'Europe, dont un est mort en mer, a-t-on appris auprès de leur avocat.

Le sort de "Doudou", le surnom du jeune de 15 ans qui avait embarqué mi-octobre, a particulièrement retenu l'attention au moment où l'émigration clandestine et les pertes humaines qu'elle cause suscitent un vif émoi au Sénégal. Son père avait remis 250.000 francs CFA (environ 380 euros) à un passeur qui devait l'emmener clandestinement en Espagne, d'où un autre correspondant devait l'acheminer en Italie pour qu'il s'inscrive dans un centre de formation pour footballeurs, avait affirmé une source proche du dossier. Mais l'adolescent est mort pendant la traversée "après avoir eu des problèmes pour manger", avait précisé cette source. Selon la presse locale, son corps a été jeté en mer. Son père, arrêté début novembre par la gendarmerie, a comparu mardi devant le tribunal de grande instance de Mbour, à environ à 80 km au sud-est de Dakar, a indiqué son avocat, Adoulaye Tall.

Deux autres pères, dont les enfants sont revenus vivants d'une tentative de traversée, étaient jugés à ses côtés, tous trois pour "mise en danger de la vie d'autrui" et "complicité de trafic de migrants", selon l'avocat, qui les défend également.

Le parquet a requis contre eux la même peine, deux ans de prison ferme, et le jugement a été mis en délibéré au 8 décembre, selon l'avocat, qui a plaidé la relaxe.

"Le procureur est dans son rôle. Il est dans une dynamique de dissuasion" de l'émigration clandestine, mais "j'ai bon espoir qu'ils seront libres le 8 décembre", a déclaré Me Tall.

## INDE

## 6 pêcheurs indiens portés disparus dans la mer d'Arabie

Six pêcheurs indiens sont portés disparus après le naufrage, mardi, de leur bateau dans la mer d'Arabie, indiquent les autorités indiennes.

Au total, 22 pêcheurs se trouvaient à bord du bateau au moment de l'incident, dont 16 ont été secourus à l'aide de dériveurs, affirme la même source.

Des opérations de recherche sont en cours au large de l'Etat de Karnataka (ouest) pour localiser les pêcheurs disparus, souligne à la presse un responsable de la Garde-côtière indienne, ajoutant que le bateau avait quitté le port lundi matin et il devait rejoindre le quai de Mangaluru mardi.

Selon les pêcheurs secourus, le bateau de pêche a perdu son équilibre à cause du vent fort et du poids énorme du poisson collecté.

Les incidents de naufrage de bateaux de pêche sont assez fréquents au large des côtes-ouest de l'Inde en raison notamment des conditions météorologiques défavorables mais aussi de la vétusté des embarcations.

## M'SILA

## Relance de plusieurs projets du secteur de la santé

Plusieurs projets du secteur de la santé à l'arrêt ou non encore lancés viennent d'être relancés dans la wilaya de M'sila, ont indiqué mardi les services de la wilaya.

Il s'agit notamment du choix du terrain pour la réalisation d'un hôpital de 240 lits dans la ville de M'sila et de la levée de certaines entraves et de la relance des travaux d'un hôpital de 240 lits à Sidi Aïssa dont le déplacement des deux familles qui résidaient sur le chantier.

Les travaux de réalisation d'un complexe mère-enfant à Boussaâda et d'un hôpital de 60 lits à Hammam Dhalaa ont été relancés ainsi que les études pour la réalisation d'un hôpital de 60 lits à Amedjdel et pour la requalification du service de réanimation de l'hôpital de M'sila et du service des urgences de médecine chirurgicales d'Ain El Melh, selon la même source.

Les procédures ont été aussi relancées pour les marchés d'acquisition de 10 ambulances, un scanner pour l'hôpital de M'sila, 22 fauteuils dentaires, des équipements de laboratoires, 5 appareils de désinfection de déchets médicaux et 3 groupes électrogènes, a-t-on fait savoir.

Ces opérations de divers programmes de développement mobilisent plus de 4 milliards DA, ont précisé les services de wilaya qui ont relevé l'importance des projets de deux hôpitaux de 240 lits pour remplacer les hôpitaux vétustes des deux villes de M'sila et Sidi Aïssa.

## ILLIZI

## Le secteur de la santé acquiert de nouveaux équipements médicaux

Le secteur de la santé dans la wilaya d'Illizi s'est renforcé de nouveaux équipements médicaux modernes en vue d'améliorer la prise en charge sanitaire dans la région, a-t-on appris mardi des responsables locaux du secteur.

Acquis au profit des établissements publics de santé de proximité (EPS) d'Illizi, Djanet et Debdeb, ces équipements, d'une valeur de 140 millions DA, comprennent les spécialités d'ophtalmologie, de chirurgie orthopédique, d'hémodialyse et de pneumo-physiologie, en plus d'équipements de stérilisation des blocs opératoires, a précisé le directeur de la Santé et de la Population, Ahmed Zenati.

"Ces nouveaux équipements devront contribuer à améliorer la prise en charge sanitaire et offrir des prestations médicales dans de bonnes conditions", a-t-il souligné.

L'EPS "Ibn-Sina", au chef lieu de wilaya, a renforcé aussi ses effectifs de trois (3) chirurgiens dentistes et huit (8) médecins généralistes, pour consolider son encadrement médical et réduire le déficit en praticiens, de sorte à améliorer la couverture sanitaire dans la région et épargner aux malades la contrainte de déplacement vers les wilayas limitrophes pour leurs soins, a fait savoir le chef de service de la Prévention, Dr Yacine Dib.

## C O R O N A V I R U S

## 932 nouveaux cas, 585 guérisons et 17 décès

Neuf cent trente-deux (932) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 585 guérisons et 17 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mercredi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 85.084 dont 932 nouveaux cas, soit 2,3 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2.464 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 54.990, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 13 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, moins de 9 cas, 11 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 24 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 43 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.



Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

## COVID-19 - BOUMERDES

## Un 2<sup>ème</sup> appareil PCR pour le laboratoire de dépistage de l'hôpital de Thenia

Le laboratoire de dépistage du nouveau coronavirus de l'hôpital de Thénia (Est de Boumerdes) a été renforcé par un 2<sup>ème</sup> appareil de test PCR, ce qui va augmenter le nombre des dépistages réalisés quotidiennement, a-t-on appris, lundi, auprès d'un responsable de la direction locale de la santé et de la population.

Selon le chargé de communication, Mohamed Barki, ce nouvel équipement, acquis sur le budget de wilaya, s'ajoutera au premier appareil PCR entré en service à l'hôpital de Thénia, "en mai dernier et acquis grâce à des dons de bienfaiteurs", a-t-il indiqué à l'APS.

Ce nouvel appareil de dépistage est doté d'une capacité de réalisation de 96 tests/heure, au moment où la capacité théorique du premier ne dépasse pas les 250 tests/jour.

Selon M. Barki, cet appareil utilisant la technique PCR, dont le staff en charge de son exploitation a bénéficié d'une formation au niveau de l'Institut Pasteur d'Alger, "permettra aux staffs soignants, au niveau des établissements hospitaliers de la wilaya, d'obtenir les résultats des tests dans un court laps de temps et de prendre rapidement les décisions qui s'imposent, pour une meilleure lutte contre cette pandémie,

tout en réduisant la charge sur l'Institut Pasteur", a-t-il expliqué.

A noter, également, le renforcement de la prise en charge des malades de la Covid-19 au niveau des hôpitaux de Bordj Menail et Dellys, durant cette semaine, par de nouveaux réservoirs d'oxygène médical, d'une capacité de 5.500 litres, chacun, a signalé la même source.

A cela s'ajoute, l'affectation de six lits médicalisés au profit des services des urgences des hôpitaux de Thénia, Bordj Menail et Dellys, pour la prise en charge des cas graves des malades Covid-19 et le renforcement d'un nombre de structures sanitaires en appareils respiratoires. Le nombre des lits destinés à la prise en charge des malades atteints du coronavirus a été augmenté de 40% au niveau des établissements hospitaliers de la wilaya de Boumerdes, dans le cadre d'un programme d'urgence, visant à éviter la saturation de ces établissements, dont le taux d'occupation des lits est actuellement estimé à 60%.

Cette hausse de 40% des capacités d'accueil des trois établissements hospitaliers de la wilaya équivalait à la mobilisation de 64 lits supplémentaires, ce qui porte le nombre total des lits destinés à la prise en charge des malades de



la Covid-19 de 197 à 261. Le même programme d'urgence prévoit, également, selon M. Barki, la mobilisation d'un hôtel privé d'une capacité de 180 lits dans la ville de Boumerdes, outre une clinique, pour les mettre à disposition du secteur de la santé en cas de besoin.

A cela s'ajoute la mobilisation de quatre auberges de jeunesse relevant du secteur de la jeunesse et des sports, d'une capacité d'accueil de 160 lits et deux camps de toile d'une capacité d'accueil de 300 lits, rappelle-t-on.

## SIDA - PRÉVENTION

## Tissemilt : programme de sensibilisation

Le commissariat des Scouts musulmans algériens (SMA) de la wilaya de Tissemilt a entamé, mardi, un programme de proximité de sensibilisation sur la protection des jeunes contre le Sida, a-t-on appris de ses cadres. Ce programme, concocté en partenariat avec la direction de la santé et de la population dans le cadre de la célébration de la journée mondiale du Sida, comprend une série de rencontres de proximité de sensibilisation au profit des jeunes, à travers lesquels seront prodigués des conseils sur les dangers de cette maladie et la manière dont elle se transmet et les voies et moyens pour s'en prémunir.

À la faveur de ce programme qui s'étalera sur deux mois suivant le protocole sanitaire de prévention contre le coronavirus, il est prévu

l'organisation de journées portes ouvertes pour la sensibilisation des étudiants sur le Sida, notamment au niveau des résidences universitaires (garçons et filles) de Tissemilt et au siège du commissariat de wilaya des SMA.

Au programme figurent également des conférences virtuelles sur la page Facebook officielle du commissariat de wilaya des scouts musulmans algériens, avec la participation de médecins et spécialistes en psychologie et des cadres de la direction des affaires religieuses et waqfs, ainsi qu'une série d'émissions radio-phoniques hebdomadaires sur le même sujet, selon la même source.

Le commissariat des SMA a mobilisé, en vue de la concrétisation de ce programme, plus de 200 adhérents scouts dans la wilaya.

## ORAN

## Désignation de 14 coordinateurs d'unités Covid-19

La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran a désigné récemment un coordinateur au niveau de chaque unité Covid-19 au nombre de 14 afin d'améliorer la qualité de la prise en charge et de la communication autour la pandémie, a-t-on appris du chargé de communication à la DSP Youcef Boukhari. Ainsi, les unités covid des cinq hôpitaux de la wilaya d'Oran, à savoir l'EHU, le CHU, l'hôpital pédiatrique de Hai El Menzeh et les hôpitaux d'Ain Turck et d'El Mohgoun, en plus de neuf EPS (établissement de proximité de santé publique) ont désormais un coordinateur, a indiqué M. Boukhari.

"Cette démarche vise à améliorer la communication entre la tutelle et les unités covid de façon à avoir les informations nécessaires pour la prise de décisions, de manière plus rapide, plus précise et plus efficace", a-t-il expliqué. Les coordinateurs sont joignables H24 et 7 jours sur 7, a précisé M. Boukhari, ajoutant qu'il est question d'établir une coordination entre les différentes unités covid,

pour une meilleure prise en charge des malades.

Au sujet de l'évolution de la situation de la covid-19 au niveau de la wilaya d'Oran, notamment avec la récente recrudescence de la pandémie, M. Boukhari a déclaré "nous sommes toujours dans la situation A avec moins de 80 cas confirmés par jour".

La DSP a élaboré un plan d'action pour faire face à la pandémie, avec trois paliers de propagation : le palier A avec moins de 80 cas par jour, le palier B avec plus de 100 cas et le palier C avec plus de 150 cas.

Les autorités locales ont déjà mis en place tous les moyens nécessaires pour prendre en charge les malades dans les trois cas, a rassuré le même responsable.

Actuellement, les différents établissements de santé de la wilaya disposent de plus de 760 lits d'hospitalisation branchés à des points d'oxygène, dont le taux d'occupation ne dépasse pas les 60%, a-t-il fait savoir.

## P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

## ETATS-UNIS Plus de 270.000 décès (université Johns Hopkins)

Le nombre de décès liés au COVID-19 aux Etats-Unis a dépassé mardi les 270.000, selon le Centre pour la science et ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins.

Avec plus de 13,6 millions de cas confirmés à l'échelle nationale, le nombre de décès aux Etats-Unis a atteint 270.003 à 17h26 heure locale (22h26 GMT), selon les données du CSSE.

L'Etat de New York a signalé 34.618 décès, ce qui en fait le plus durement touché du pays.

Le Texas se classe en deuxième position avec 21.946 morts.

La Californie, la Floride et le New Jersey ont quant à eux tous confirmé plus de 17.000 décès, selon les chiffres. Parmi les Etats comptant plus de 10.000 décès, on trouve également l'Illinois, le Massachusetts et la Pennsylvanie.

Les Etats-Unis restent le pays le plus durement touché par la pandémie, avec le nombre de cas et de décès le plus élevé au monde, représentant plus de 18% du total des décès liés au COVID-19.

Le nombre de décès liés au nouveau coronavirus devrait atteindre



470.974 aux Etats-Unis d'ici le 1er mars 2021, selon un modèle de prévision mis à jour par l'Institut de métrologie et d'évaluation de la santé de l'université de Washington, sur la base du scénario de projection actuel.

Les hospitalisations de patients de COVID-19 aux Etats-Unis a atteint un niveau record de 96.039, selon les dernières données en date du Projet américain de suivi du COVID publiées lundi.

## Etats-Unis: les vaccins seront offerts en priorité aux professionnels de la santé

Le personnel de la santé et les pensionnaires des établissements de soins de longue durée seront les premiers groupes aux Etats-Unis à recevoir le vaccin contre le COVID-19, ont annoncé les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) à la sortie d'une réunion qui s'est tenue mardi.

Le Comité consultatif sur les pratiques d'immunisation, un groupe externe d'experts médicaux qui conseille les CDC, s'est réuni par vidéoconférence pour décider quels groupes seraient les premiers à recevoir les vaccins contre le COVID-19.

Ils ont voté par 13 voix contre une pour recommander que les professionnels de la santé et les pensionnaires des établissements de soins de longue durée soient les premiers à recevoir les vaccins contre le COVID-19

ayant obtenu une autorisation d'utilisation d'urgence auprès de l'Administration américaine des denrées alimentaires et médicaments (FDA). Le nombre de décès liés au COVID-19 aux Etats-Unis a dépassé mardi les 270.000, selon le Centre pour la science et ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins. Avec plus de 13,6 millions de cas confirmés à l'échelle nationale, le nombre de décès aux Etats-Unis a atteint 270.003 à 17h26 heure locale (22h26 GMT), selon les données du CSSE. L'Etat de New York a signalé 34.618 décès, ce qui en fait le plus durement touché du pays.

Le Texas se classe en deuxième position avec 21.946 morts.

La Californie, la Floride et le New Jersey ont quant à eux tous confirmé plus de 17.000 décès, selon les chiffres.



## Des chercheurs américains travaillent sur un spray nasal contre le Covid-19

Des chercheurs de l'université de Pennsylvanie tentent, en partenariat avec la société de biotechnologie Regeneron, de développer un spray nasal qui protégerait du Covid-19.

L'idée est de s'appuyer sur le principe de la thérapie génique en introduisant via le nez et la gorge du matériel génétique dans des cellules amenées en réponse à produire de puissants anticorps qui empêcheraient les infections au nouveau coronavirus.

"L'avantage de notre approche est que vous n'avez pas besoin d'avoir un système immunitaire compétent pour que ce soit efficace", a déclaré le professeur James Wilson, en charge du projet pour l'université de Pennsylvanie.

Actuellement testée sur des animaux, la méthode



pourrait protéger du nouveau coronavirus pendant environ six mois pour une seule dose, estime le scientifique, et s'inscrire en complément des futurs vaccins.

Pionnier de la thérapie génique, James Wilson a été contacté en février par le gouvernement américain

pour savoir si son laboratoire pouvait utiliser contre le Covid-19 cette technologie en pleine expansion.

Mais son équipe n'a pu aller de l'avant qu'après le développement par la société Regeneron d'un traitement novateur basé sur un cocktail d'anticorps de

synthèse.

L'Agence américaine des médicaments (FDA) a récemment accordé en urgence une autorisation à ce traitement notamment utilisé pour soigner le président Donald Trump.

Les chercheurs espèrent que le spray pourra pousser les cellules nasales atteintes à produire les anticorps de Regeneron et bloquer ainsi toute infection au SARS-CoV-2 sur la voie des poumons.

Les effets secondaires pourraient par ailleurs, avancent-ils, être moindres que ceux des vaccins sur le point d'être approuvés.

L'université de Pennsylvanie et Regeneron prévoient de terminer d'ici janvier leurs tests sur les animaux avant de demander à la FDA le feu vert pour des tests sur l'homme.

## JAPON Vaccins gratuits à toute la population japonaise

Le Japon fournira gratuitement des vaccins contre le coronavirus aux 126 millions d'habitants du pays, en vertu d'un projet de loi adopté mercredi au moment où l'archipel fait face à une recrudescence des infections.

Le projet de loi, qui stipule que le gouvernement couvrira tous les coûts des vaccins, a été approuvé par la chambre haute du Parlement, après avoir obtenu l'aval de la puissante chambre basse.

Le Japon a déjà précommandé des vaccins pour 60 millions de personnes auprès de l'entreprise pharmaceutique Pfizer et pour 25 millions de personnes supplémentaires auprès de la société de biotechnologie Moderna.

Il a également confirmé qu'il recevrait 120 millions de doses du vaccin d'AstraZeneca.

Pfizer et Moderna cherchent déjà à obtenir une autorisation d'utilisation d'urgence aux Etats-Unis et en Europe après que des tests cliniques ont montré que leurs vaccins étaient, selon ces entreprises, extrêmement efficaces.

L'adoption du projet de loi intervient deux semaines après que le Premier ministre a déclaré que le Japon était en "alerte maximale" après avoir enregistré un nombre record de nouveaux cas de coronavirus. Le Japon a été relativement épargné jusqu'ici par l'épidémie, avec quelque 2.170 décès et 150.000 cas, et n'a pas imposé les mesures de confinement qu'on observe ailleurs dans le monde.

Mais il fait face maintenant à une nouvelle vague avec un nombre record d'infections quotidiennes.

La gouverneure de Tokyo a exhorté les habitants à éviter les sorties non essentielles et a demandé aux commerces servant de l'alcool de fermer plus tôt, bien que ces nouveaux appels ne comportent aucun mécanisme coercitif.

## TUNISIE - COVID-19 3.400 cas confirmés en milieu scolaire



La Tunisie a enregistré 3.400 cas confirmés de Covid 19 en milieu scolaire depuis le 15 septembre, a rapporté l'agence TAP.

"Depuis la rentrée scolaire, le 15 septembre dernier, jusqu'au 30 novembre, 3.400 cas confirmés d'infection au coronavirus ont été recensés en milieu éducatif dont 2.386 se sont rétablis portant le taux de guérison à 70,2%", indique la TAP.

Selon le dernier bilan du ministère de l'éducation, publié mardi soir, il s'agit de 1.437 élèves dont 1.036 ont guéri, 1.566 enseignants dont 1.070 se sont rétablis et 397 personnels éducatifs 280 ont guéri.

La Tunisie a enregistré au total 3.311 décès et 1.303 nouvelles contaminations liées au coronavirus depuis février 2019, a indiqué le ministère de la Santé.

# PUBERTÉ PRÉCOCE : QUAND S'INQUIÉTER ? QUAND CONSULTER ?

La puberté survient-elle de plus en plus tôt dans nos pays industrialisés ? Étape charnière de la construction d'un individu, à l'origine de larges transformations, la puberté, ce qui est normal et ce qui ne l'est pas, suscite de nombreuses interrogations pour les parents. Entretien avec Claire Jeandel, pédiatre endocrinologue au CHU de Montpellier.

La puberté est un phénomène orchestré par l'hypophyse, cette glande nichée dans le cerveau, qui, aux alentours de 10 ans chez les filles et 11 ans chez les garçons, se met à produire des hormones qui auront des effets sur les gonades, les ovaires pour les filles et les testicules pour les garçons. On parle de puberté précoce lorsque des signes de développements pubertaires sont observés chez les filles avant 8 ans et chez les garçons avant 9 ans.

Le phénomène touche surtout les filles qui sont dix fois plus concernées que les garçons. Dans de rares cas, cette puberté peut être due à une tumeur, il n'en sera pas question ici. Nous nous intéresserons à la puberté précoce centrale idiopathique, celle pour laquelle aucune cause n'est observée et qui représente la grande majorité des pubertés précoces. Source d'inquiétudes et de questionnements légitimes pour les parents, la puberté précoce nécessite un suivi chez un spécialiste. Diagnostic, prise en charge, traitements... la spécialiste Claire Jeandel, pédiatre endocrinologue au CHU de Montpellier nous répond.

## A quels signes chez l'enfant, les parents doivent-ils être particulièrement attentifs ?

Claire Jeandel : Chez les filles, c'est surtout le développement des seins qui doit interpeller. Plus rarement, cela peut aussi être une croissance qui s'accélère ou le développement de la pilosité. Chez les garçons, détecter la puberté précoce est plus compliqué car elle est beaucoup moins visible. Il s'agit d'abord de l'augmentation du volume des organes génitaux, dans un premier temps les testicules et ensuite de la taille de la verge. La pilosité peut aussi apparaître mais en général, cela intervient dans un second temps. Pour les parents de garçons, il s'agit surtout d'être bien attentif à une croissance qui s'accélère. Un pic de croissance doit conduire le médecin à examiner les organes génitaux.

## Lorsque les parents observent ces signes chez leur enfant, que doivent-ils faire ?

Il faut avant tout consulter son médecin traitant. Les praticiens de ville, surtout les pédiatres, sont bien informés et formés sur le sujet de la puberté précoce. Ils sauront s'il faut procéder à des examens urgents ou pas. Des signes

chez un enfant, remarqués par les parents, nécessitent toujours une appréciation par un praticien.

## Concrètement, que ce passe-t-il quand une puberté centrale se déclenche ?

La puberté centrale est régulée par la glande hypophysaire. Dans de très rares cas, elle est liée à une tumeur cérébrale. Si non, on parle de puberté précoce centrale idiopathique (sans origine connue, ndlr), soit la puberté centrale que tout un chacun développera. L'hypophyse sécrète des hormones qui stimulent les gonades. Les ovaires se mettent alors à produire des hormones féminines, les testicules des hormones masculines, à l'origine des caractères sexuels secondaires comme le développement des seins chez les filles ou l'augmentation du volume des testicules chez les garçons. Ce sont les dosages hormonaux qui permettent de connaître le niveau de mise en route de la glande hypophysaire.

## Quand le diagnostic de la puberté centrale idiopathique est posé, un traitement est-il toujours proposé ?

Il faut se demander quel est le risque pour l'enfant de faire sa puberté très jeune. L'un des risques principaux est d'arrêter de grandir trop tôt. Il y a un véritable enjeu sur la croissance et la taille à l'âge adulte. L'autre risque est d'avoir ses règles tôt chez les filles et une virilité affichée précoce chez les garçons. À mes yeux, ce risque n'est pas suffisamment pris en compte dans les recommandations, cela peut être très pénalisant d'être féminisé ou virilisé très tôt. En premier, cela reste tout de même compliqué d'avoir ses règles ! La mise en place ou non d'un traitement fait l'objet d'une grille d'évaluation par un spécialiste de l'endocrinologie pédiatrique. Il faudra tenir compte de plusieurs paramètres qui ne sont pas exclusivement médicaux.

## Sur quels critères décide-t-on ou non de traiter un enfant ?

L'indication du traitement ne doit être posée que par des spécialistes. Aujourd'hui, on dispose d'une grille de mise en place du traitement afin d'avoir une efficacité sur la croissance. L'âge de l'enfant, le pronostic de sa taille adulte, le risque de développer rapidement sa puberté... C'est une discussion



qu'on a avec les parents. Est-ce que l'enfant qu'on a en face de nous, qui a démarré sa puberté et chez qui on a fait la preuve qu'il n'y avait rien de plus grave, présente-t-il un risque important pour sa croissance ?

## Qui sont les enfants qui selon vous devraient être traités ?

Dans le cadre de la puberté centrale idiopathique, le concept du traitement est de bloquer à la source de l'hypophyse les hormones qui sont produites trop tôt. On donne à l'enfant, en injection, des analogues de la GnRH (Gonadotropin Releasing Hormone en anglais ; hormone de libération des gonadotrophines hypophysaires en français, ndlr). Ce traitement bloque l'activité de la glande hypophysaire.

## Quel est le traitement proposé ?

Dans le cadre de la puberté centrale idiopathique, le concept du traitement est de bloquer à la source de l'hypophyse les hormones qui sont produites trop tôt. On donne à l'enfant, en injection, des analogues de la GnRH (Gonadotropin Releasing Hormone en anglais ; hormone de libération des gonadotrophines hypophysaires en français, ndlr). Ce traitement bloque l'activité de la glande hypophysaire.

## Quels sont les effets secondaires de ce traitement ?

Ce traitement n'est pas anodin et il est bien normal que cela mène à une réflexion des parents lorsqu'il est proposé.

Toutefois, je ne vois aucun effet secondaire hormis les effets positifs attendus. Mais il a des effets indésirables comme des allergies au

point d'injection ou une prise de poids notamment.

## Comment rassurez-vous des parents inquiets ?

Le traitement d'un phénomène normalement physiologique peut parfois dérouter les parents. Ils redoutent notamment les difficultés à l'âge adulte pour avoir des enfants. Ils se demandent comment, en arrêtant les règles, elles pourront reprendre normalement après le traitement. Ce traitement est utilisé dans le traitement des cancers de la prostate et en fertilité pour décider du moment de l'ovulation. On le connaît depuis plus de 30 ans ces médicaments, on en fait l'expérience dans le traitement de la puberté précoce depuis des années. En terme de sécurité, on a l'expérience nécessaire.

## Comment peuvent s'expliquer ces pubertés précoces centrales ?

Quand on excite la tumeur, on retrouve très fréquemment dans le panel des petites filles qui démarrent leur puberté jeune, un poids excessif. Certaines protéines bien particulières, accumulées en cas de surpoids, sont très certainement des protéines qui permettent l'expression de la puberté au niveau de la glande hypophysaire. Nous incitons les parents à prendre en charge très sérieusement la problématique du poids. On ne peut pas essayer de freiner la puberté d'un côté et de l'autre laisser courir un phénomène qui stimule l'hypophyse, c'est contradictoire et peut nuire à l'efficacité du traitement. Il faut bien expliquer aux parents

que le poids en excès peut expliquer le phénomène de la puberté précoce et qu'il faut s'en occuper.

## Constataz-vous, dans votre quotidien professionnel, que les filles sont pubères de plus en plus tôt ?

L'âge moyen des premières règles est toujours aux alentours de douze ans. Mais pour les extrêmes, l'âge de l'apparition des premiers signes, lui, a effectivement changé.

On pointe volontiers les perturbateurs endocriniens (bisphénol A, pesticides...) comme responsables de la puberté précoce. Est-ce l'unique explication ?

Certains éléments environnementaux peuvent en effet expliquer certains manifestations précoces chez certains individus de la puberté. Mais tout le monde est soumis au même environnement et n'exprime pas ce phénomène. Plausiblement, par le biais des récepteurs, certains individus ont peut-être une sensibilité plus importante à un bruit de fond de perturbateurs endocriniens, présents dans l'alimentation ou l'environnement, que d'autres. Ces perturbateurs endocriniens jouent très certainement un rôle mais on ne peut pas en faire l'explication exclusive. La question est encore très débattue entre scientifiques. On pourrait aussi avancer une explication darwinienne à ce phénomène : les femmes faisant des enfants de plus en plus tard dans nos sociétés occidentales, la nature pourrait-elle s'adapter en avançant l'âge de la puberté ?

## La puberté précoce un facteur de risque d'obésité

Il existerait un lien entre puberté précoce et obésité à l'âge adulte.

Les jeunes filles touchées par la puberté précoce seraient plus à risque de devenir obèses à l'âge adulte, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *l'International Journal of Obesity*.

Les chercheurs de l'Imperial College London au Royaume-Uni ont mené une étude avec 182 416 femmes. Ils ont utilisé des variations génétiques comme outil pour observer l'effet de l'apparition de la puberté précoce. Les scientifiques ont identifié 122 variantes génétiques. L'équipe a ensuite examiné les données de la Biobanque britannique, pour analyser l'effet de la puberté précoce sur l'indice de Masse Corporelle (IMC).

LA PUBERTÉ PRÉCOCE FA-  
VORISE L'OBÉSITÉ  
L'étude a révélé un lien entre ces variations génétiques liées à la puberté précoce et IMC élevé. Les filles qui commençaient leur puberté plus tôt, avant l'âge de 12 ans en moyenne, affichaient un risque plus fort d'être obèses que celles qui ont été réglées plus âgées. Ce lien de cause à effet a été validé sur un troisième groupe de 70 962 femmes. Il existe une diminution de l'IMC de l'ordre de 0,38kg/m<sup>2</sup> pour chaque année retardée de la venue des règles. Il serait possible que ces variations génétiques influencent le poids corporel indépendamment de l'âge à la puberté, par exemple en agissant sur le métabolisme ou la production de graisse. Cependant, après que les chercheurs aient supprimé toutes les variantes génétiques liées à l'obésité infantile (12 au total), ils ont obtenu les mêmes résultats.

« Les changements hormonaux liés à la puberté comme la poussée de la poitrine de manière précoce qui peut constituer un risque augmenté d'indice de masse corporelle (IMC) plus élevé ou d'obésité plus tard dans la vie », explique Dr Dipender Gill auteur de l'étude.

# PUBERTÉ PRÉCOCE : LA FAUTE AUX PERTURBATEURS ENDOCRINIENS ?

Santé publique France a mené une étude sur les enfants atteints de puberté précoce pathologique. Une exposition aux perturbateurs endocriniens pourrait être en cause.

Les chercheurs de Santé publique France ont mené une « enquête descriptive » entre 2011 et 2013, sur l'incidence de la puberté précoce (apparition de pilosité pubienne, seins qui poussent, testicules qui grossissent) chez les filles de moins de 8 ans et les garçons de moins de 9 ans. Sur cette période, les scientifiques ont dénombré 239 nouveaux cas chez les filles (soit 1173 par an) et chez les garçons 117 nouveaux cas par an.

L'étude montre aussi que c'est en Midi-Pyrénées et en Rhône-Alpes que les cas sont les plus fréquents. « Il existe une vraie hétérogénéité spatiale dans la répartition des cas, plus fréquents dans le Sud que dans le Nord », souligne Joëlle le

Moal, médecin épidémiologiste à Santé publique France. Dans ces deux régions, les cas de puberté précoce seraient 12 fois plus fréquents qu'ailleurs chez les filles et 6 fois plus chez les garçons.

Ces différences régionales pourraient en partie s'expliquer par une exposition à certains perturbateurs endocriniens comme les pesticides ou certaines émissions de sites industriels. Ce lien entre perturbateurs endocriniens, ces substances chimiques présentes dans les produits du quotidien et susceptibles de modifier le système hormonal, et puberté précoce est en effet de plus en plus suspecté par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).



## DES COSMÉTIQUES SERAIENT RESPONSABLES DE LA PUBERTÉ PRÉCOCE CHEZ LES FILLES

Une étude américaine suggère que certains produits chimiques, fortement utilisés dans les cosmétiques, auraient une influence sur la précocité de la puberté chez les jeunes filles.

De nombreuses substances chimiques seraient cachées dans les dentifrices, le maquillage, le savon ou des produits de soins. Or selon une nouvelle étude de l'Université de Berkeley (États-Unis) publiée dans la revue *Human Reproduction* le 4 décembre, les jeunes filles exposées à ces substances risquent de développer une puberté plus tôt que prévu. Des résultats inquiétants selon les chercheurs, qui soulignent qu'une puberté précoce est associée à un risque accru de maladie mentale, de cancer du sein ou des ovaires.

Les scientifiques se sont appuyés sur les données recueillies dans le cadre de l'étude du Centre d'évaluation de la santé des mères et des enfants de Salinas (CHAMAS), chargée de se pencher sur le lien entre les expositions environnementales précoces et le développement des enfants. 338 d'entre eux ont ainsi été suivis du ventre

de leur mère jusqu'à l'adolescence.

Et ils ont découvert que l'exposition des mères et des filles, pendant la grossesse et après, au phthalate de diéthyle, aux parabènes et au triclosan était liée à une puberté plus précoce des filles. Une tendance qui n'a pas été observée chez les garçons. Le phthalate de diéthyle est souvent utilisé comme stabilisant dans les parfums et les cosmétiques. Les parabènes y sont employés comme conservateurs. Le triclosan est quant à lui un agent antimicrobien. Il a été interdit dans le savon pour les mains depuis 2017, mais il serait encore utilisé dans certains dentifrices. Les trois composants chimiques cités ont au final été retrouvés dans 90 % des échantillons d'urine.

En effet, les chercheurs ont constaté qu'à chaque fois que la dose de phthalate de diéthyle était doublée (en comparaison à un indicateur de base) dans l'urine de la mère, le développement des poils pubiens chez la fille arrivait un mois et trois semaines plus tôt que l'âge moyen. Quand la dose de triclosan était doublée, les menstrua-



tions arrivaient un mois plus tôt que la moyenne. Les filles qui présentaient des concentrations plus élevées de parabènes dans leur urine à 9 ans ont également connu une puberté plus précoce.

### PERTURBATIONS DES HORMONES NATURELLES

Il est difficile pour les scientifiques d'affirmer que les produits chimiques étaient à l'origine de ces changements. Ils soupçonnent néanmoins que les perturbateurs endocriniens interfèrent avec les hormones naturelles du corps. Des

études ont par exemple montré que l'exposition à ces substances pouvait altérer le développement de la reproduction chez le rat, citent-ils. « Nous savons que certaines de ces choses que nous mettons sur notre corps entrent dans notre corps, soit parce qu'elles traversent la peau, soit nous les respirons, soit nous les ingérons par inadvertance, explique dans un communiqué Kim Harley, professeure auxiliaire associée à l'Université. Nous devons savoir comment ces produits chimiques affectent notre santé. »

## LES GARÇONS AUSSI ATTEIGNENT LA PUBERTÉ PLUS TÔT

Les garçons atteignent désormais la puberté en moyenne à 9 ans au lieu de 14. Une précocité qui serait due à l'augmentation de l'indice de masse corporelle.

De nombreuses études se sont déjà penchées sur la puberté précoce des

filles, certaines soulignant que cette précocité serait due aux substances chimiques des produits de soin et de maquillage. Une nouvelle étude, publiée dans la revue *Jama Pediatrics*, se penche cette fois sur la puberté précoce des garçons. Selon les cher-

cheurs, l'âge moyen de la puberté chez les garçons est passé progressivement de 14,2 ans à 13,2 ans.

Pour cette étude qui s'est étalée sur 50 ans, les chercheurs de l'Université de Göteborg, en Suède, ont suivi 4990 garçons. L'apparition de plus en plus

précoce de la puberté serait liée à l'augmentation de l'indice de masse corporelle (IMC). « A chaque décennie, nous avons constaté une diminution de l'âge moyen de la puberté de 1,5 mois » soulignent-ils.

Ces résultats pour-

## CENTRAFRIQUE

### Des candidatures invalidées pour les prochaines élections

La Cour constitutionnelle centrafricaine a invalidé quelque 78 candidatures sur un peu plus d'un millier présentées pour les élections législatives qui auront lieu le 27 décembre en même temps que la présidentielle, ont rapporté les médias locaux.

À l'approche des élections et alors que les deux-tiers du territoire sont encore occupés par des milices, la Cour constitutionnelle centrafricaine a écarté les candidatures des membres de groupes armés.

Parmi eux des ex Séléka, des anti-balaka mais également certains candidats du parti au pouvoir.

La Cour a en effet jugé que "la seule présence de membres de groupes armés toujours actifs comme candidats aux législatives est de nature à porter gravement atteinte à la sincérité du vote".

Des candidatures de responsables de milices recherchés ou condamnés par la justice pour "associations de malfaiteurs, détournements ou crimes de guerre" ont également été rejetées de la course à la députation.

Certains candidats du parti au pouvoir, le Mouvement coeurs unis (MCU), du président Faustin-Archange Touadera, ont également vu leurs dossiers invalidés pour des faits de "corruption" ou d'"incitation à la haine".

"La Cour montre qu'elle est capable d'aller à l'encontre du gouvernement et des groupes armés.

Elle envoie un signal positif à un mois des élections et à une semaine d'une décision cruciale sur les candidatures à la présidentielle", a commenté Hans de Marie Heungoup, expert pour la Centrafrique à l'International Crisis Group.

## SAHARA OCCIDENTAL

### Des parlementaires britanniques interpellent leur gouvernement sur la répression marocaine

Le Sous-secrétaire d'Etat parlementaire aux Arts, à l'Héritage et au Tourisme du cabinet fantôme britannique, Alex Sobel a interpellé son gouvernement sur la situation des détenus politiques sahraouis dans les geôles marocaines, particulièrement celle du détenu politique Yahia Mohamed El Hafedh Iza incarcéré à la prison de Bouizakarne au sud du Maroc, et dont la famille ignore le sort depuis le 9 octobre dernier.

Alex Sobel s'est renseigné sur les résultats des débats qu'a eu le gouvernement britannique avec l'ambassade du Maroc à Londres sur le déroulement du procès du détenu politique sahraoui devant la Cour d'appel de Marrakech le 21 octobre 2020, a rapporté mardi l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Pour sa part, le député Maurice Karham du Parti des travaillistes de l'arrondissement d'Islington a demandé au ministère britannique des Affaires étrangères de protester auprès de l'ambassade du Maroc concernant la répression des civils dans les territoires du Sahara occidental sous occupation marocaine, et l'interdiction de voyage et de déplacement pour les militants des droits de l'Homme, suite à la dernière escalade entre le Front Polisario et le Maroc.

De son côté, le député de Stockport, Navendu Mishra, représentant du même parti a demandé au ministre d'Etat chargé de la région MENA de soulever, avec le Maroc, les questions et les rapports relatifs à la détention arbitraire et les harcèlements plus fréquents des forces marocaines contre les sahraouis dans la ville de Laâyoune occupée.



Dans ce même contexte, le député Kim Johnson du Parti Travailliste pour le district de Liverpool, a appelé le Gouvernement à interpellier le Maroc sur les rapports relatifs aux actes d'harcèlement dont sont victimes les prisonniers civils sahraouis dans la prison de Kenitra.

Les termes de l'accord de cessez-le-feu conclu, rappelle-t-on, en 1991, entre les deux parties au conflit (le Ma-

roc et le Front Polisario) sous l'égide des Nations unies, interdisent toute présence militaire dans la zone démilitarisée. Le député Alan Brown, ex-Président du Groupe parlementaire de solidarité avec le peuple sahraoui et porte-parole du SNP (Parti national écossais), a appelé le ministre britannique des Affaires étrangères (Foreign Office) à interpellier le Gouvernement marocain sur l'assignation à

résidence de défenseurs sahraouis des droits de l'Homme. Répondant aux questions soulevées par les députés, le ministre d'Etat pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, James Cleverly, a réaffirmé que le Gouvernement "suit de près la situation au Sahara occidental", et continue de prôner la désescalade et la reprise du processus politique dirigé par l'ONU.

## MALI

### L'UA-ONU, Cédéao offrent leurs services pour accompagner les autorités de transition

L'Union africaine (UA) et la Cédéao et l'ONU ont mis en place, lundi, un Groupe de suivi et de soutien à la transition au Mali auquel était assignée la mission d'accompagner les autorités transitoires dans leurs efforts visant à traduire en résultats concrets les missions essentielles définies dans la Charte et la feuille de route notamment celle d'organiser des élections présidentielle et législatives et de ramener la paix.

Créé par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA lors de sa rencontre du 9 octobre 2020 sur l'examen de la situation dans le pays, ce groupe, co-présidé par l'UA, les Nations unies et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), va accompagner et soutenir le Mali, qui fait face à de nombreux défis, dans la mise en œuvre de la Charte de la transition et de la feuille de route validées à l'issue de la concertation nationale en septembre dernier.

Lors de réunion inaugurale qu'il a présidée, lundi, le Premier ministre malien, Moctar Ouane, a déclaré que "la situation actuelle au Mali, a eu des répercussions sur tous les segments

de la vie de notre nation. Elle a impacté et continue d'impacter sévèrement l'économie, le tissu social, la résilience générale de nos braves populations, ainsi que le rythme de mise en œuvre des politiques de développement, y compris la quête de paix et de stabilité à travers la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger".

Avant de poursuivre : "c'est pourquoi, nous accueillons favorablement l'offre de soutien et l'accompagnement de l'Union africaine dans cette phase de refondation pour l'avènement du nouveau Mali".

S'exprimant à l'occasion, le ministre malien des Affaires étrangères, Zeïni Moulaye, a mis l'accent sur la nécessité de "réformer, voire refonder" le système de gouvernance "fragilisé", d'après lui, par les événements socio-politiques qui ont fortement secoué le Mali cette année.

Pour le commissaire à la Paix et à la sécurité de l'UA, Smail Chergui, "le Mali il ne sera pas seul dans la conduite de sa transition et la prise en charge de ses défis sécuritaires et socio-économiques".

" Il est de notre devoir de lui apporter notre soutien et notre accompagnement dans cet important processus conformément aux valeurs portées par la Charte de la transition et celles du respect de la souveraineté, de l'intégrité et de l'indépendance du Mali et ses institutions", a soutenu M. Chergui.

Il a ajouté que le groupe se veut "un geste de solidarité et d'accompagnement de la Transition pour un aboutissement serein et l'organisation d'élections présidentielle et législatives libres et transparentes dans le délai de 18 mois".

#### Promesse déceler la cadence du programme d'action

Pour sa part, le chef de la Mission intégrée multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilité au Mali (MINUSMA), Mahamat Saleh Annadif, il a estimé que ce groupe "exprime bien l'action concertée des organisations internationales et de toute la communauté internationale pour la stabilité du Mali".

M. Annadif a rappelé que l'année 2020 a été marquée, au Mali, par plusieurs turbulences et in-

certitudes politiques et sécuritaires accentuées par les défis sanitaires de la pandémie de la Covid-19.

"Malgré ce moment difficile, a-t-il souligné, il ne faut pas perdre de vue que le processus de transition offre une fenêtre d'opportunités pour rebâtir un Mali nouveau moins vulnérable à ces crises".

"Ces 18 mois (...) doivent aboutir à des réformes politiques, institutionnelles, électorales et administratives tel qu'énoncé dans la Charte de la transition et par l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali", a insisté le chef de la MINUSMA, ajoutant que "le retard dans la mise en place du Conseil national de transition interpelle les acteurs maliens".

En effet, la composante du Conseil national de Transition (CNT) dévoilée le 11 novembre dernier est ne fait pas l'unanimité parmi au sein de la société civile.

La société civile reproche aux militaires notamment la non-association des acteurs du mouvement du 5 juin- Rassemblement des Forces patriotiques (M5- RFP) à l'origine des mani-

festations ayant conduit au départ de l'ex-président Ibrahim Bou-bacar Keita le 18 août 2020 dans la désignation du président de la transition, du Premier ministre, et à la mise en place du gouvernement de la transition.

Selon les principaux acteurs de la contestation, la concrétisation de la feuille de route de transition "devrait se faire autour d'une gouvernance consensuelle et inclusive". Se voulant rassurant, le chef de l'exécutif a indiqué que la Transition s'attèle, déjà, à traduire en résultats concrets, les missions essentielles définies dans la Charte et la feuille de route.

Lesquelles viennent d'être déclinaées "en programme d'actions, assorti d'un chronogramme d'exécution".

Moctar Ouane a promis que le programme d'actions gouvernemental sera engagé dans l'ordre, la cohérence et l'efficacité. "Nous allons accélérer la cadence et contrairement aux apparences, il n'y a pas de statut quo. Nous avons travaillé et cela se fera sentir dans les jours à venir", a assuré le chef du gouvernement.

## CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

## Le SG de l'ONU se dit à nouveau en faveur de la solution à deux Etats

Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a réaffirmé mardi la position de l'ONU en faveur de la solution à deux Etats pour le conflit israélo-palestinien.

"J'espère que les récents événements encourageront les dirigeants palestiniens et israéliens à s'engager à nouveau dans des négociations significatives, avec le soutien de la communauté internationale, en vue d'une solution à deux Etats, et créeront des occasions de coopération régionale", a déclaré le chef des Nations Unies lors d'une réunion virtuelle marquant la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, qui tombe le 29 novembre, après avoir évoqué les évolutions positives et négatives concernant la situation de ce conflit qui dure depuis des décennies.

"Seule une solution à deux Etats réalisant les

aspirations nationales légitimes des Palestiniens et des Israéliens peut conduire à une paix durable", a noté M. Guterres.

"Les Nations Unies restent engagées à soutenir les Palestiniens et les Israéliens pour résoudre le conflit", a-t-il ajouté.

Le haut responsable de l'ONU a affirmé que la position des Nations Unies est définie par les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale ainsi que par le droit international et les accords bilatéraux.

Le cadre capable de réaliser les aspirations légitimes des deux peuples est celui de deux Etats, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, sur la base des frontières de 1967, et avec Al Qods



comme capitale commune. "En cette Journée internationale de solidarité, renouvelons notre engagement envers le peuple palestinien dans

sa quête pour réaliser ses droits inaliénables et construire un avenir de paix, de justice, de sécurité et de dignité", a déclaré M. Guterres.

## ETATS-UNIS

## Le ministre de la Justice n'a pas "vu de fraude" pouvant changer le résultat de l'élection

Le ministre américain de la Justice Bill Barr a déclaré mardi ne pas avoir constaté "de fraude" suffisante pour invalider la victoire de Joe Biden à la présidentielle, contrairement aux affirmations de Donald Trump.

"A ce stade, nous n'avons pas vu de fraude à une échelle susceptible de changer le résultat de l'élection", a déclaré ce fidèle soutien du président républicain dans un entretien à l'agence américaine Associated Press.

"Il y a eu des allégations de fraudes systématiques, selon lesquelles des machines auraient été programmées pour fausser les ré-

sultats des élections", a-t-il rappelé.

Mais les ministères de la Sécurité intérieure et de la Justice "ont enquêté et, pour l'instant, n'ont rien trouvé pour les étayer". A la mi-journée, mardi, Bill Barr a été aperçu à la Maison Blanche, et de nombreux commentateurs spéculaient sur son possible départ du gouvernement. Donald Trump, qui refuse de concéder sa défaite, avait reproché dimanche au ministre de la Justice et à la police fédérale de ne pas l'aider dans son combat pour prouver l'existence de fraudes, selon lui massives. "Ils sont portés disparus", avait-il dit sur la chaîne Fox News. "Il y a une tendance

croissante à utiliser le système judiciaire comme outil pour régler tous les problèmes et quand les gens sont mécontents de quelque chose, ils attendent que le ministre de la Justice débarque et +enquête+", a regretté Bill Barr. Ce ministre conservateur s'était gardé jusque-là de contredire le président. Début novembre, il avait autorisé les procureurs fédéraux à enquêter sur des soupçons de fraude sans attendre la certification des résultats par les Etats, contrairement aux usages. Mais il les avait appelés à intervenir uniquement en cas d'allégations "substantielles" et "crédibles".

## Revers pour l'administration Trump en Californie sur le gel des visas

Une cour californienne a tranché mardi en faveur des entreprises de la Silicon Valley en colère contre le gel des visas de travail décidé par le président Donald Trump en juin.

"La cour a rejeté la tentative du gouvernement de Trump d'instaurer des restrictions de façon accélérée et de contourner le processus public normal", a déclaré le Bay Area Council, une organisation qui représente les intérêts de sociétés de la baie de San Francisco, où se trouvent la plupart des géants des technologies.

En juin dernier, Donald Trump, dont la campagne présidentielle traversait un mauvais passe, avait annoncé le gel des cartes vertes et de certains visas de travail,

dont les H-1B très utilisés dans le secteur de l'informatique et du numérique.

Son décret avait suscité une levée de boucliers de la part des patrons de Google, Apple et autres sociétés, et des recours en justice de la part d'organisations comme la Chambre américaine du Commerce et le Bay Area Council.

Le gouvernement a échoué à démontrer qu'il avait de bonnes raisons pour se dispenser des exigences et procédures administratives requises, déclare la cour californienne dans sa décision en faveur des plaignants.

Le juge Jeffrey White a décidé de suspendre deux règles du gouvernement qui auraient forcé les entreprises à payer

plus cher les salariés recrutés avec des visas H-1B et à restreindre les types d'emplois remplissant les conditions pour ce visa.

Les avocats du gouvernement ont cité la pandémie de Covid-19 et la crise économique pour justifier le contournement du processus administratif classique.

Un argument rejeté par le juge, qui n'a pas vu "d'urgence extrême".

En juin, Donald Trump avait assuré vouloir aider les travailleurs américains, confrontés à la forte hausse du chômage liée à l'épidémie.

Mais le durcissement de la politique migratoire "va empêcher les entreprises américaines, dans la tech et ailleurs, de recruter les hommes et les femmes dont ils ont be-

soin pour renforcer leur personnel, relancer l'économie et alimenter l'innovation", s'était indigné Jason Oxman, le président de l'Information Technology Industry Council, une association professionnelle qui comprend plus de 70 sociétés, dont Apple, Amazon, Google, Facebook et Microsoft.

"Dans la baie de San Francisco, 40-45% des entreprises technologiques ont été fondées par des entrepreneurs immigrants", rappelle le Bay Area Council dans son communiqué mardi.

"Sur 91 licornes (entreprises non cotées valorisées à plus d'un milliard, ndr), récemment interrogées dans tout le pays, plus de la moitié avait au moins un fondateur immigrant".

## OTAN - USA

## L'Otan classe les années Trump et attend Joe Biden

L'Otan tourne mardi la page des années Trump avec la dernière réunion des ministres des Affaires étrangères de l'année, et attend avec impatience la prise de fonction de Joe Biden pour resserrer les liens avec les Etats-Unis. Le secrétaire général de l'Alliance, le Norvégien Jens Stoltenberg, attend Joe Biden à Bruxelles pour un sommet début 2021 et ne cache pas sa satisfaction après l'élection de l'ancien vice-président de Barack Obama.

"C'est une bonne chose pour nous tous. Joe Biden est un fervent partisan de l'Otan. Nous pouvons espérer resserrer les liens transatlantiques", a-t-il confié lundi lors de la présentation de la réunion des ministres des Affaires étrangères.

Ce sera le dernier rendez-vous avec le secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

Les discussions se feront en visio-conférence pendant deux jours.

La réunion a été consacrée mardi à l'avenir de l'Alliance, mise à mal par la défiance qu'elle inspirait au président Donald Trump, et à "sa capacité de s'adapter pour faire face au changement de rapport de force avec le réarmement de la Russie et la montée en puissance de la Chine comme puissance économique et militaire", a précisé Jens Stoltenberg à l'issue de la première journée.

"L'Otan aura l'avenir que ses membres vont lui donner. Il va dépendre du réengagement des Etats-Unis, de l'engagement des Européens et de la capacité de l'Alliance de traiter les problèmes posés par la Turquie, membre de l'alliance mais en rupture de ban", a commenté un responsable de l'Alliance.

Ankara bloque beaucoup de décisions, notamment le partenariat entre l'Otan et l'Union européenne, mais aussi d'autres partenariats qui ne lui conviennent pas", a-t-il souligné. Un rapport commandé à une dizaine d'experts sur les réformes à envisager pour un meilleur fonctionnement de l'Alliance a été rendu public mardi.

Il formule un certain nombre de recommandations, notamment la nécessité de protéger les infrastructures vitales des pays de l'Alliance contre les investissements chinois.

"Ce rapport va nourrir les propositions que je vais soumettre aux Etats membres lors du sommet de l'Alliance", a expliqué le Norvégien. La date n'a pas encore été fixée, mais la tradition veut qu'il suive l'entrée en fonction du nouveau président américain, selon un responsable de l'Alliance. Le ministre français Jean-Yves Le Drian et son homologue allemand Heiko Maas, à l'origine de cette initiative, ont salué dans une déclaration commune des "recommandations qui nous permettent d'oeuvrer afin de consolider l'Alliance et notamment son rôle d'enceinte transatlantique centrale pour la coordination de nos politiques de défense et de sécurité". Une modification des règles pour les prises de décision est évoquée dans ce rapport, mais elle n'a aucune chance d'être approuvée. "L'unanimité est requise et il ne faut pas attendre une remise en cause du consensus", a affirmé le représentant d'un pays membre. "Tout le monde a la Turquie à l'esprit lorsque le sujet est abordé, et l'adoption d'un code de conduite qui s'imposera aux alliés est une formule de compromis", a-t-il expliqué. La Turquie est et doit rester membre de l'Otan. L'alliance ne prévoit pas de procédure d'exclusion et personne ne veut cela, a-t-il souligné. "Il faut la volonté politique de dire les choses à la Turquie et de lui demander des clarifications", a-t-il affirmé. Les Alliés attendent de Joe Biden qu'il rende aux Etats-Unis leur rôle au sein de l'Alliance, mais ils se disent "réalistes".

"Je n'attends pas de changements fondamentaux majeurs dans la stratégie", a commenté un responsable européen. Le désengagement militaire américain va se poursuivre et les Européens vont être appelés à prendre davantage de responsabilités au sein des missions de l'Alliance en Afghanistan et en Irak, a souligné Jens Stoltenberg. "Des décisions difficiles vont devoir être prises en février 2021 pour la mission en Afghanistan si le processus de paix échoue", a-t-il averti.

"Aujourd'hui, les Européens ne se demandent plus seulement ce que l'Amérique peut faire pour eux, mais nous nous demandons surtout ce que nous devons faire nous-mêmes afin de défendre notre propre sécurité et forger un partenariat transatlantique plus équilibré, si bien que ces deux dimensions sont désormais indissociables", ont insisté les ministres français et allemand. Mais l'Alliance reste préoccupée par l'autonomie stratégique européenne. "Toute tentative de s'éloigner de l'Amérique du Nord va diviser les Européens", a averti Jens Stoltenberg.

## CALLIGRAPHIE

## Première édition du concours national virtuel sur la typographie à Tlemcen

La première édition du concours national virtuel sur l'art typographique, lancée dernièrement par le musée public national de calligraphie islamique de Tlemcen, se poursuit jusqu'au 10 décembre sous le slogan "Monuments archéologiques en lettres arabes", a-t-on appris mardi des organisateurs.

Le directeur de cet établissement culturel, Lasnoui Ahmed, a déclaré à l'APS que cet événement comprend la réalisation de peintures artistiques incarnant des caractéristiques archéologiques et des inscriptions en calligraphie arabe sur le site officiel du musée public national de la calligraphie islamique.

Les trois meilleures œuvres seront sélectionnées par un jury composé de spécialistes en calligraphie, titulaires de licences nationales et internationales d'écriture de la calligraphie arabe, des wilayas de Tlemcen, Khenchela et Alger, sur la base de plusieurs critères tels que l'esthétique de la peinture et les techniques utilisées pour écrire des lettres et autres.

Le champ est ouvert aux participants via le site Web du musée depuis le 26 novembre dernier, en attendant de recevoir des œuvres d'art au cours de la première semaine de décembre, a indiqué M.

Lasnoui, soulignant que l'annonce des résultats se fera le 13 décembre en cours avec la distribution de tablettes aux lauréats du concours et la tenue, durant deux jours, d'une exposition virtuelle de toutes les œuvres participantes.

Cette manifestation culturelle vise à préserver et à valoriser le patrimoine algérien, à développer l'art de typographie, à constituer une base de données pour recenser les artistes activant dans ce domaine, à présenter les types de calligraphie arabe et les techniques pour son utilisation et à enrichir la scène artistique avec de nouvelles peintures artistiques.

## ARTS PLASTIQUES

## L'artiste peintre Ahmed Mebarki expose ses œuvres à Tlemcen

Près d'une cinquantaine d'œuvres picturales d'art contemporain et des sculptures de l'artiste peintre Ahmed Mebarki sont exposées de lundi soir à jeudi prochain dans la galerie d'art de la maison de la culture "Abdelkader Alloula" de Tlemcen.

L'exposition relance les activités culturelles en présentiel suite à la décision du ministère de la Culture de reprendre progressivement quelques activités artistiques et culturelles au niveau des établissements du secteur, après une longue rupture à cause de la pandémie du Covid-19, a indiqué le chef de service animation au niveau de l'établissement précité, Lamri Habib.

L'exposition se tiendra dans le respect total des mesures préventives relatives à la lutte contre le Covid-19.

Mebarki Ahmed, le doyen des artistes peintres de Tlemcen du haut de ses 70 ans, reste toujours actif et présente au public cette fois-ci, le fruit de sa longue carrière artistique entamée depuis des années.

Très versé dans l'art abstrait et contemporain qui lui donne beaucoup plus de liberté artistique selon lui, il a réussi à découvrir une technique qu'il appelle "technique du feu" et grâce à laquelle, il obtint, à Alger en 2017, le prix "Ahmed Asselah" organisée par l'Ecole supérieure des Beaux-arts.

L'artiste Mebarki présente également dans cette exposition une série de tableaux illustrant visuellement des poèmes de l'écrivain Mohamed Dib.

Parmi ses œuvres les plus connues figurent "Gravitation sédentaire", "Composition 2011", "Accumulation" et "Symphonie", par le biais desquelles il offre aux fans de l'art contemporain sa vision et sa philosophie de la vie.

Ahmed Mebarki a pris part, au cours de sa longue carrière, à de nombreuses expositions tant niveau national qu'à l'étranger et a reçu plusieurs distinctions, dont notamment le premier prix des arts plastiques en 1988 à Tlemcen, le troisième prix du festival des arts plastiques à Souk Ahras en 1996 et d'autres consécutions qui lui valent actuellement une véritable notoriété artistique.

APS

## THÉÂTRE

## Contrats de performance avec les directeurs du TNA et huit théâtres régionaux

Des contrats de performance ont été signés, mardi au Palais de la culture Moufdi Zakaria, avec les directeurs de huit théâtres régionaux, en plus du directeur du Théâtre national algérien (TNA) en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, indique un communiqué du ministère.

S'inscrivant dans une démarche tendant à garantir le bon fonctionnement des théâtres, le contrat de performance est conclu pour assoir davantage de transparence et d'efficacité à la gestion administrative et technique des théâtres.

Il définit les objectifs



que les directeurs des établissements concernés s'engagent à réaliser dans des délais précis, et comprend une grille d'évaluation de leurs performances, a précisé le communiqué. Ayant pour but d'"instaurer une nouvelle gouvernance des établissements théâtraux de fa-

çon à atteindre l'efficacité souhaitée", le document est signé pour une durée de deux ans, renouvelables par une évaluation continue. Il prend en compte le budget, la localisation et l'ancienneté de l'établissement et le nombre de ses travailleurs, ainsi que l'avantage

de la région et les initiatives et enjeux les plus importants qui doivent être relevés. Ces contrats ont été conclus avec le directeur du TNA et les directeurs des théâtres régionaux d'Oran, Mostaganem, Biskra, Tizi Ouzou, El Eulma, Sidi Bel Abbes, Saïda et Oum El Bouaghi.

## OUM EL BOUAGHI

## Récupération d'une pièce archéologique en bronze

La section de recherche de la Gendarmerie nationale de Oum El Bouaghi a récupéré une pièce archéologique en bronze, indique mardi un communiqué de ce corps de sécurité.

Le communiqué souligne que l'opération s'est soldée par l'arrestation de trois (3) personnes, qui avaient ramené cette pièce antique

de la wilaya de Mila dans le but de la vendre dans la ville d'Oum El Bouaghi pour la somme de 4,3 millions de dinars, en plus de la saisie du véhicule utilisé.

Selon la même source, cette pièce archéologique fait partie des biens culturels historiques et date de la période comprise entre les années 1870 et 1915, précisant qu'il s'agit

d'une statue représentant une femme amputée de la main gauche sur une base creuse, posant sa jambe droite sur un livre et tenant dans sa main droite l'ancre d'un bateau.

Les mis en cause seront traduits devant les autorités judiciaires à l'issue de l'enquête, est-il rapporté dans le communiqué.

## THÉÂTRE

## Le théâtre britannique s'invite virtuellement au Tna

Le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Tna) s'ouvre, jusqu'au 17 décembre, sur le théâtre britannique avec la programmation virtuelle d'une nouvelle sélection de pièces de référence, appartenant au répertoire universel du 4e art, a-t-on appris auprès de la direction du Tna.

Pas moins de huit pièces de théâtre célèbres

seront diffusées durant 15 jours sur la chaîne YouTube du Tna, une programmation passée au mode virtuel suite à la pandémie de la Covid 19 qui a paralysé toute activité artistique et contrainst les différents organismes culturels à transférer leurs manifestations sur la toile.

Le public pourra ainsi se connecter sur la chaîne YouTube du Tna et ap-

précier les pièces "Beckett by Brook", "Antony and Cleopatra", "Shakespeare's Henry V", "Road Dahl's The Twists", ou encore "Full Show Continuity".

Chaque spectacle sera disponible pendant deux jours de 18h00 à 2h00.

Programmée dans le cadre des échanges culturels entre l'Algérie et le Royaume Uni, la diffusion

de ces pièces de théâtre sur la toile, s'ajoute à tout un programme virtuel élaboré par le Tna dans le but de maintenir une activité culturelle en période de confinement sanitaire, imposé par la pandémie du coronavirus et qui comprend également, outre le théâtre, des rencontres littéraire et des conférences.

## JOURNALISTES

## Près de 500 journalistes sont morts à travers le monde à cause de la pandémie (ONG)

Environ 500 journalistes sont morts du nouveau coronavirus (Covid-19), a affirmé Press Emblem Campaign (PEC), une organisation non-gouvernementale suisse, dans un rapport rendu public, mardi.

Dans un communiqué publié par l'ONG, l'organisation a annoncé qu'elle avait recensé depuis le début du mois de mars "le décès des suites du coronavirus de 489 journalistes dans 56 pays".

L'ONG explique que les statistiques concernant le décès des journalistes peuvent être trompeuses car certains pays ne recensent pas

le décès des journalistes ou ne font pas de tests aux journalistes qui décèdent. Le rapport relève la mort de 22 journalistes au mois d'octobre et 47 journalistes au mois de novembre.

Selon l'étude de la PEC, le Pérou est le pays le plus touché au monde avec au moins 93 journalistes décédés, suivi de l'Inde avec 51 journalistes décédés, du Brésil avec 43 morts, de l'Equateur avec 41 morts, et du Bangladesh avec 39 morts.

Par ailleurs, l'ONG précise qu'un journaliste décédé en raison du Covid-19 a été relevé en Turquie.

La Presse Emblème Campagne (PEC) est une organisation non gouvernementale internationale avec statut consultatif spécial à l'ONU.

Elle a été fondée en juin 2004 par un groupe de journalistes de plusieurs pays. Elle est basée à Genève. Son objectif est de renforcer la protection et la sécurité des journalistes dans les zones de conflit, de violences internes et en mission dangereuse.

Elle est soutenue par près de 50 organisations non gouvernementales et associations de journalistes dans le monde.



## EMIRATS - AÉROSPATIALE

# Une fusée Soyouz met sur orbite un satellite militaire émirati

Le satellite militaire d'observation terrestre émirati FalconEye a été placé sur orbite mardi soir par une fusée Soyouz partie du pas de tir de Sinnamary (près de Kourou), décollage réussi après deux reports successifs sur ces 48 dernières heures.

Le lanceur a mis près d'une heure (58 minutes et 45 secondes) après son décollage, à 22H33 heures locales (01H33 GMT) pour atteindre l'altitude d'orbite du satellite, situé à 611km du sol.

"Le succès de ce lancement est l'aboutissement d'un formidable travail d'équipe (...) Arianespace est heureuse d'avoir ainsi servi les ambitions spatiales des Emirats arabes unis", a déclaré dans un communiqué Stéphane Israël, Président exécutif d'Arianespace.

Initialement dénommé FalconEye 2, le satellite militaire embarqué par Soyouz faisait partie d'un programme prévoyant

la mise en orbite de deux satellites militaires des forces armées des Emirats Arabes Unis (FalconEye 1 et 2).

En juillet 2019, FalconEye 1, premier satellite optique de ce programme, avait pris place à bord du lanceur léger Vega qui subissait alors son premier échec à l'occasion de son 15ème tir en sortant de sa trajectoire, le lanceur devant être détruit en vol afin d'éviter un risque de retombée sur une zone terrestre guyanaise habitée.

FalconEye 2, satellite identique du programme, devait initialement lui aussi être lancé, avec une fusée Vega. Désormais

rebaptisé FalconEye, c'est ce satellite qui a donc décollé mardi soir de Guyane à bord d'une fusée Soyouz, réputée plus fiable que Vega dont deux des trois dernières missions se sont soldées par des échecs, la dernière après un décollage le dimanche 15 novembre 2020 en soirée de Kourou, avec à la clef une nouvelle sortie de trajectoire, cette fois plus tardive que celle de juillet 2019.

"Cette mission marque également le 31ème lancement opéré par Arianespace pour un client du Moyen-Orient", a précisé Arianespace.

FalconEye a été fabriqué par le consor-



tium mené par Airbus Defence and Space et Thales Alenia Space. Le satellite doit répondre aux besoins des forces armées des Emirats Arabes Unis et fournir des images au marché commercial.

### PLATEFORMES NUMÉRIQUES

## Trump tente une nouvelle attaque contre les réseaux sociaux

Donald Trump a menacé mardi soir de mettre son veto à la loi de financement militaire pour 2021 à moins que le Congrès n'abolisse la loi qui protège le statut juridique des réseaux sociaux, que le président américain accuse régulièrement d'être biaisés contre son camp politique.

"La Section 230, qui est un cadeau d'immunité accordé par les Etats-Unis aux +Big Tech+ (...) représente une grave menace pour notre sécurité nationale et l'intégrité des élections", a affirmé sur Twitter le milliardaire

républicain, qui a n'a pas été réélu mais refuse de concéder sa défaite.

"Notre pays ne pourra jamais être sûr si nous la laissons en place. Donc, si la très dangereuse et injuste Section 230 n'est pas complètement abolie par la Loi d'autorisation de la défense militaire (NDAA), je serai forcé d'apposer mon VETO", a-t-il continué.

La Section 230 du "Communications Decency Act", souvent considérée comme la pierre angulaire de l'internet aux Etats-Unis, empêche les poursuites

judiciaires liées aux contenus publiés par des tiers.

Elle permet à Facebook, YouTube et de très nombreux autres sites hébergeurs (et non éditeurs, comme les médias) de ne pas être tenus responsables des propos tenus par les utilisateurs et d'intervenir sur les plateformes à leur guise.

Donald Trump tente de la faire supprimer ou réformer depuis le mois de mai, quand Twitter a commencé à masquer des messages du tempétueux président, en mentionnant le type d'infraction à son règlement

(apologie de la violence, contenu trompeur, etc). Ses attaques ont largement été interprétées comme des tentatives de représailles. Depuis le 3 novembre, Twitter et Facebook ont épinglé de très nombreuses déclarations du locataire de la Maison Blanche, qui n'a pas cessé de marteler, sans preuves, que l'élection a été "truquée".

Avec ses alliés, il a introduit des dizaines de recours en justice qui, pour la plupart, ont été rejetés par les tribunaux ou abandonnés. Lors d'auditions au Congrès et au Sénat, les élus

républicains ont abondamment accusé les dirigeants de Facebook, Twitter et YouTube (Google) de "censurer" les voix conservatrices. Plusieurs études ont pourtant montré que la droite américaine était bien présente et très efficace sur les réseaux sociaux. Donald Trump lui-même se sert de son compte Twitter pour communiquer au quotidien avec ses 88,7 millions d'abonnés. La NDAA est la loi de financement militaire consacrée au budget annuel du département de la Défense.

APS

### PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'ADRAR  
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE TIMIMOUNE  
DAÏRA DE TINERKOUK  
COMMUNE DE TINERKOUK  
NIF : 098400116501536

## Avis d'attribution provisoire

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public, en particulier l'article 82 de la loi relative à l'organisation des collectivités locales, le président de l'assemblée populaire communale de Tinerkouk wilaya D'Adrar, informe l'ensemble des soumissionnaires qui ont participé à **avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités**

**minimales n°05/2020 pour Entretien et Réhabilitation de route communale** en avis du quotidien **elittihad** en date du **05/11/2020** et le journal **DK NEWS** en date du **08/11/2020** après évaluation des propositions techniques et des offres financières en avis d'attribution provisoire du marché qui suit :

Intitulé Du projet	Entreprise choisie	N° indentation fiscale	La note technique	Montant d'offre corrigé en DA TTC	Délai de réalisation	Observation
Entretien et Réhabilitation de route communale.	Société de construction Zaouiet Debbagh 'MENNAD KADDOUR'	099901088216980	66.33	80.323.738,60 DA	06 mois	Le Moins disant

le soumissionnaire qui conteste l'attribution provisoire d'un marché auprès du président de la commission des marchés public de la commune de Tinerkouk. Introduit dans les **dix (10) jours** à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, dans les pressions quotidiennes. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, à se rapprocher de ses services technique de la commune de Tinerkouk, au plus tard **trois (3) jours** à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du Marché.

DK NEWS

Anep : 2016019642 du 03/12/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'ALGER  
C.A.D DE SIDI ABDELLAH  
COMMUNE DE MAHELMA  
N° 01/2020

## Mise en demeure n°01/2020

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE COMMUNALE DE MAHELMA, INFORME L'ENTREPRISE : **SARL ETPB SAKE SISE : 02 RUE TORQUI KADOUR ET ANGLE ALFRED DE MUSSET W/ORAN, ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ N°07/2020 DU 31/12/2019 RELATIF AUX TRAVAUX DE : RÉALISATION DES AIRES**

**DE JEUX AUX CITES DE MAHELMA (CHAHID MERZOUG BEN TAYEB, MEDDAD BOUALEM, MOHAMED HADDADOU, AADL 1256 LOGTS.**

QU'ELLE EST MISE EN DEMEURE À ENTAMER LES TRAVAUX ET RENFORCER LE CHANTIER AVEC TOUS LES MOYENS MATÉRIELS ET HUMAINS

DANS UN DÉLAI DE **48 HEURES** À COMPTER DE LA DATE DE LA PARUTION DE LA PRÉSENTE MISE EN DEMEURE.

DANS LE CAS CONTRAIRE, DES MESURES RÉGLEMENTAIRES SERONT PRISES À L'ENCONTRE DE L'ENTREPRISE.

DK NEWS

Anep : 2016019607 du 03/12/2020





## ECHECS EN LIGNE (JEUNES) Le tour préliminaire du championnat arabe Open individuel vendredi

Le tour préliminaire du championnat arabe Open individuel des échecs en ligne (jeunes catégories) aura lieu vendredi, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FADE). Cette manifestation sportive, organisée par l'Union arabe des jeux d'échecs en deux phases (le tour préliminaire vendredi et la finale le 11 décembre), verra la participation de jeunes filles et garçons âgés de 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 ans représentant 22 pays.

Elle sera disputée selon le système de 11 rondes à la cadence de trois minutes plus deux secondes par coup, a-t-on indiqué.

Ce championnat arabe des échecs à distance en cette période de confinement vise, selon le président de la FADE, Azzeddine Brahim-Djelloul, à "augmenter les capacités des joueurs et améliorer leur niveau technique en vue des différentes compétitions internationales à venir".

Rappelons l'illustration de l'échéphile Rania Nour Ramoul (U-10) qui s'est qualifiée lundi aux 8es de finale du championnat du monde des jeunes, après avoir terminé à la 3e place au classement du championnat d'Afrique en ligne, disputé du 28 au 30 novembre.

## SPORT AUTOMOBILE - TRANSFERT Mick, le fils de Michael Schumacher, pilote en F1 en 2021

Le pilote allemand Mick Schumacher, fils du septuple champion du monde Michael Schumacher, fera ses débuts comme titulaire en Formule 1 en 2021 chez Haas, a annoncé mercredi cette écurie américaine dans un communiqué, en précisant lui avoir proposé "un contrat de plusieurs années".

Pour se préparer, le pilote de 21 ans participera aux essais libres 1 du Grand Prix d'Abou Dhabi, prévus le 11 décembre et aux tests de fin de saison sur ce même circuit de Yas Marina, le 15 décembre.

Pilote de la filière de jeunes de Ferrari (qui motorise Haas) et de Formule 2, la catégorie inférieure, depuis 2019, Mick Schumacher est en tête du classement des pilotes à une manche de la fin de saison, ce week-end à Bahreïn, avec 14 points d'avance et 48 au maximum encore à prendre.

"Mick a gagné des courses (2), s'est offert des podiums (10) et a brillé contre des talents assez exceptionnels en 2020.

Je suis convaincu qu'il a mérité l'opportunité d'être promu en Formule 1 grâce à ses performances", justifie le team principal de Haas, Guenther Steiner, anticipant d'éventuelles critiques qui estimeraient que l'Allemand a surtout gagné sa place grâce à son nom et ses liens avec Ferrari.

"La perspective d'être sur la grille l'an prochain me rend incroyablement heureux et me laisse sans voix", réagit "Schumi Jr.". "Je voudrais remercier Haas, Ferrari et sa filière de jeunes pilotes pour m'avoir fait confiance.

Je veux aussi reconnaître le rôle de mes parents et leur envoyer mon amour : je sais que je leur dois tout." La saison prochaine, le pilote allemand sera associé à un autre novice en F1, le Russe Nikita Mazepin, lui aussi promu depuis la F2.

Fils de l'homme d'affaires Dmitry Mazepin, propriétaire du fabricant russe d'engrais minéraux Uralchem, ce dernier apporte une contribution financière à une équipe qui en a besoin, pénalisée par ses mauvais résultats sportifs, synonymes de primes réduites, et par la perte de revenus liée à la pandémie de nouveau coronavirus. Tous deux remplaceront le Français Romain Grosjean, sorti mercredi matin de l'hôpital militaire de Bahreïn où il récupérait de brûlures subies lors de son effroyable accident dimanche durant le GP de Bahreïn, et le Danois Kevin Magnussen.

APS

## JM ORAN-2022 "Obligation de livrer toutes les infrastructures sportives avant juin 2021" (COJM)

Le directeur général du comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) Oran-2022, Salim Iles, a souligné mercredi l'obligation de livrer les installations sportives concernées par cet événement "avant juin 2021".

"La préparation des JM s'articule sur les deux aspects infrastructurel et organisationnel.

Pour le premier volet, il y a obligation de livrer tous les équipements sportifs concernés avant juin 2021, comme exigé par le propriétaire des jeux, à savoir, le comité international des JM", a déclaré M. Iles sur les ondes de la chaîne 3 de la radio nationale.

Cette obligation est motivée par la nécessité de "tester" ces équipements en y organisant des compétitions sportives "pour pallier à d'éventuelles carences", a-t-il expliqué.

Parmi les infrastructures concernées, le complexe sportif de Bir El-Djir figure en premier lieu, et qui comporte un stade de football de 40.000 places, un stade d'athlétisme de 4.200, une salle omnisports de 6.000 places, ainsi qu'un centre nautique de trois piscines, dont deux olympiques.

"En tant que COJM, on a un droit de regard sur l'évolution des travaux au niveau des infrastructures sportives, mais on n'est pas responsables de leur réa-



lisation. Je peux dire que les choses évoluent très bien dans ce registre.

Il y a aussi le village olympique d'une capacité d'accueil de 4.500 lits, et pas moins de huit autres équipements qui font l'objet d'une vaste opération de rénovation", a-t-il rappelé.

En tout et pour tout, 47 sites sportifs sont concernés par la 19e édition des JM, dont 24 seront dédiés à la compétition officielle, alors que les autres serviront à

la préparation des athlètes au nombre de 4.000 sportifs activant dans 24 disciplines.

Saluant le travail que sont en train de réaliser les 12 commissions spécialisées et qui font l'objet d'une évaluation périodique de la part de la commission de coordination du comité international, l'ancien champion de natation a reconnu néanmoins "le retard accusé par certaines d'entre elles, à l'image de la commission de protocole".

Il l'impute à la crise sa-

nitaine mondiale qui sévit depuis le début de cette année et qui a "freiné quelque peu le rythme de travail du COJM", -t-il dit.

Dans le même ordre d'idées, le même responsable a annoncé le lancement prochain d'un concours lié à la meilleure affiche de l'édition, "Jungle" de la cérémonie d'ouverture, ainsi que d'autres thèmes relatifs à l'événement pour lequel pas moins de 20.000 accréditations seront distribuées.

## TROPHÉE DU MEILLEUR CYCLISTE AFRICAIN 2020 L'Algérien Youcef Reguigui nommé

Le coureur cycliste algérien Youcef Reguigui (Terengganu Cycling Team) est nommé pour le pour le titre du meilleur cycliste africain de l'année 2020, ont annoncé les organisateurs.

Youcef Reguigui avait pris la 3e place du Trophée cycliste africain de l'année 2019, remporté Sud-africain Daryl Impey. Le coureur algérien s'est distingué en 2020 en remportant notamment la 5e étape de la Tropicale Amissa Bongo, une première pour le cyclisme algérien.

Il avait terminé l'épreuve à la 4e place avec un chrono de 2h22:29, soit à 6 secondes seulement du Français Jordan Levasseur qui a enlevé le maillot jaune de ce tour devant l'Erythréen Natnael Tesfazion. Outre le

champion algérien, la liste des nommés est composée de neuf autres coureurs, selon la liste dévoilée par les organisateurs de la Tropicale Amissa Bongo. Ce trophée créé en 2012 a pour but de récompenser le coureur qui par ses résultats sur le continent et sur le reste de la planète, a le plus contribué à faire rayonner et à faire connaître le cyclisme africain.

Le jury présidé par Bernard Hinault le quintuple vainqueur du Tour de France est composé de directeurs sportifs, d'entraîneurs, de dirigeants, de coureurs africains, de journalistes africains et européens. Ils devront voter pour désigner le successeur de Natnael Berhane (2012), Louis Meintjes (2013, 2017), Mekseb Debesay

(2014), Daniel Teklehaimanot (2015), Tesfom Okubamariam (2016), Joseph Areruya (2018) et Daryl Impey (2019).

**Les résultats seront proclamés le 16 décembre prochain.**

Les 10 Nommés: Reguigui Youcef (Algérie/Terengganu Cycling Team) Daumont Paul (Burkina Faso) Debesay Yakob (Erythré - Groupama-FDJ Conti) Girmay Biniam (Erythré-Nippo Delko) Mulu Hailemichael (Ethiopie - Nippo Delko) Impey Daryl (Afrique du Sud - Mitchelton Scott) Kamzong Clovis (Cameroun - SNH) Mugisha Moise (Rwanda - SACA) Muluhrhan Henok (Erythré - NTT Continental Team) Tesfatsion Natnael (Erythré - NTT Continental Team).

## HANDBALL / MONDIAL-2021

### Visioconférence jeudi sur le plan de précaution médicale à la Covid-19 (IHF)

La Fédération internationale de handball (IHF) organise jeudi une visioconférence sur le plan de précaution médicale à la Covid-19, pour le Championnat du monde masculin (Egypte-2021), prévu au Caire du 13 au 31 janvier.

Outre le président de l'IHF, Hassan Moustafa, le ministre égyptien de la Jeunesse et des Sports, Ashraf Sobhy, et le président de la Commission médicale égyptienne 2021, Hazem

Khamis, l'IHF a invité les équipes participantes au championnat du monde à assister à la conférence avec leur président, le capitaine de l'équipe, l'entraîneur-chef ainsi qu'au moins un membre du personnel médical. A cette occasion, les organisateurs fourniront une mise à jour sur l'Egypte 2021, avec un accent particulier sur le plan de précaution médicale Egypte 2021 COVID-19. C'est aussi l'occasion pour quiconque

de clarifier les questions en suspens. "Le 27e Championnat du monde masculin de l'IHF n'est que dans quelques semaines et dans ces circonstances sans précédent, je crois que nous devons rester forts et unis pour garder le sport que nous aimons tous en vie et vivre aux côtés du COVID-19", a déclaré le président de l'instance internationale.

"Je tiens à souligner à nouveau que pour l'ensemble du monde du handball,

il est d'une importance capitale d'organiser le championnat du monde masculin en Egypte. Des athlètes aux arbitres en passant par les sponsors et nos différents publics, chaque partie prenante bénéficie de l'organisation de l'événement d'une manière différente", a-t-il ajouté. Trente-deux pays dont l'Algérie prendront part au Championnat du monde 2021 prévu du 13 au 31 janvier dans la capitale égyptienne.

## LIGUE DES CHAMPIONS (TOUR PRÉLIMINAIRE - RETOUR) Le CRB et le MCA pour finir le travail

Les deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football, le CR Belouizdad et le MC Alger, auteurs de résultats positifs lors de la première manche, tenteront ce week-end de finir le travail et valider leur ticket pour la prochaine étape, à l'occasion du tour préliminaire retour.

Le MCA accueillera vendredi les Béninois des Buffles du Borgou au stade du 5-Juillet (15h00), alors que le Chabab sera en appel dimanche au Caire (13h45 algériennes) pour croiser le fer avec Al-Nasr (les clubs libyens étant interdits de jouer à domicile pour des raisons sécuritaires, ndlr).

Le CRB, sur sa lancée, espère confirmer son succès décroché dimanche dernier au 5-Juillet (2-0) et du coup afficher ses ambitions pour son grand retour en C1 après presque 20 ans d'absence.

"On ira en Egypte pour gagner, on sait ce qui nous attend là-bas.

En ce début de saison, je ne vais pas m'appuyer sur une équipe-type, mais plutôt sur un groupe", a indiqué le coach du CRB, Franck Dumas.

Même si le Chabab partira favori grâce à son avantage de deux buts, il n'en demeure pas moins que les Libyens, dirigés sur le banc par l'Égyptien Mohamed Aouda, vont certainement tenter de renverser la vapeur et déjouer les pronostics.

Côté effectif, l'entraîneur belouizdadi devrait encore une fois se passer des services du milieu de terrain Billel Tarikat, incertain en raison d'une blessure aux adducteurs, contractée lors du match de Supercoupe d'Algérie face à l'USM Alger (2-1).

Idem pour l'autre milieu Housseyn Selmi, de retour de blessure et qui a ressenti des



douleurs, ce qui a conduit Dumas à le remplacer lors du match aller.

Cette rencontre sera dirigée par un trio arbitral tunisien conduit par Naim Hosni, assisté de ses compatriotes Aymen Smaïl et Amine Barakallah.

De son côté, le MCA, qui est allé tenir en échec les Buffles du Borgou à Porto-Novo (1-1), ne devrait pas rencontrer de difficultés pour composer son billet pour le prochain tour, à l'occasion du match retour, même si la vigilance doit être de mise chez les "Vert et Rouge".

Le "Doyen", qui pouvait aisément prétendre à un meilleur résultat lors de la première manche, a manqué de lucidité devant les buts, ce

qui a fini par faire réagir l'entraîneur Nabil Neghiz.

"Nous aurions pu gagner cette première manche, nous avons manqué d'efficacité. C'est dur de retrouver la compétition après huit mois d'inactivité. Désormais, nous avons notre idée sur l'adversaire. La qualification ne nous échappera pas", a indiqué Neghiz.

L'entraîneur mouloudéen aura l'embaras du choix pour composer un Onze conquérant, puisqu'il dispose de l'ensemble de son effectif, dont le défenseur Nabil Lamara, finalement testé négatif au Covid-19.

Le latéral gauche du MCA avait dû rater la première manche, disputée samedi dernier, après avoir été testé po-

sitif au Bénin. Des analyses qui se sont avérées "erronées".

La Confédération africaine a désigné un trio arbitral égyptien pour officier ce match, conduit par Mahmoud Zakaria Al-Banna. Il sera assisté de ses compatriotes Mohamed Abdelsaïd et Ahmed Taoufik.

En cas de qualification, le CRB affrontera au 1er tour le vainqueur de la double confrontation entre l'Armée patriotique rwandaise et Gor Mahia du Kenya (aller : 2-1), tandis que le MCA sera opposé au vainqueur de Mlandege FC (Zanzibar) - CS Sfaxien de Tunisie (aller : 0-5).

L'aller se jouera les 22-23 décembre, tandis que la manche retour est fixée aux 5-6 janvier 2021.

## TOURNOI DE L'UNAF (U20) PRÉPARATION L'équipe nationale dispute deux matchs amicaux

L'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20), a disputé mardi deux matchs amicaux, le matin face à l'Olympique Médéa (3-1) et l'après-midi devant le NA Hussein-Dey (2-2), au Centre technique national de Sidi Moussa, en vue du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) à Tunis (15-27 décembre), qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie, rapporte mercredi la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

" Ces deux matches ont permis au sélectionneur national, Saber Bensmaïn de s'attarder sur l'état de forme de ses joueurs à moins de deux semaines du début du tournoi UNAF", précise la FAF.

L'attaquant du Paradou AC Merouane Zerrouki, a été évacué à l'hôpital après avoir été violemment heurté par le portier de l'O.Médéa. Après examen, il s'est avéré que sa blessure n'est pas aussi grave ce qui lui a permis de rejoindre ses coéquipiers au CTN, souligne l'instance fédérale.

Le rassemblement des U20 se termine ce jeudi. Les joueurs reviendront le 7 décembre au CTN pour un ultime regroupement avant le départ vers Tunis pour disputer le tournoi UNAF U20. La sélection nationale des U20 entamera le tournoi de l'UNAF, face à son homologue tunisienne le 15 décembre au stade Hamadi-Agrebi de Radès (Tunis), selon le tirage au sort effectué lundi dernier.

Les juniors algériens affronteront ensuite la sélection marocaine le 18 décembre pour le compte de la deuxième journée avant d'enchaîner face à la Libye le 21 du même mois.

Les Algériens bénéficieront de deux jours de repos avant de boucler le tournoi de l'UNAF face à l'Égypte le 24 décembre.

Le tournoi prévu aux stades Hamadi-Agrebi et El-Menzah, se déroulera sous forme d'un mini-championnat de cinq journées au bout desquelles les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 qui se déroulera en Mauritanie (14 février - 4 mars).

## LIGUE 1 (COVID-19) Damerджи "favorable" à un retour limité du public

Le président de la commission médicale de la Fédération algérienne de football (FAF) Dr. Djamel-Eddine Damerджи, s'est dit mercredi "favorable" à un retour limité des supporters dans les stades, au moment où le huis clos a été décrété pour endiguer la propagation du coronavirus (Covid-19).

" La question n'est pas d'actualité, mais ça va venir.

La décision de rouvrir les mosquées ayant une capacité supérieure à 500 fidèles (à partir de ce mercredi, ndlr) est une bonne nouvelle, dans l'optique d'un retour progressif des supporters dans les stades.

Autoriser par exemple 500 personnes à assister à un match dans un grand stade comme celui du 5-juillet, ne présente aucun risque.

Personnellement, je suis pour le retour du public dans les stades, à condition de respecter avec rigueur la distanciation sociale et les mesures préventives", a indiqué à l'APS le Dr. Damerджи.

Après huit mois d'interruption, causée par la pandémie du Covid-19, la Ligue 1 professionnelle a repris ses droits le week-end dernier, avec le déroulement de la 1re journée.

La commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) a déjà convoqué les secrétaires généraux de 4 clubs de l'élite pour "non respect du protocole sanitaire", lors de cette journée inaugurale. Il s'agit des SG de

l'US Biskra, du CS Constantine, du NC Magra et de l'Olympique Médéa, convoqués pour la séance du jeudi 3 décembre à 11h00 au siège de la LFP à Alger.

"Les gens craignaient pour la reprise du championnat, mais je suis persuadé que la compétition va se jouer dans d'excellentes conditions.

La propagation du virus se fait plutôt au niveau des marchés, dans les grandes surfaces.

Le football est un milieu sécurisé, avec une limitation à 35 du nombre des personnes autorisées pour chaque club à l'intérieur du stade, avec port de bavette obligatoire", a-t-il ajouté.

**"Revoir le protocole sanitaire devient une nécessité"**

D'autre part, le premier responsable de la commission médicale fédérale, a révélé la nécessité de revoir le protocole sanitaire, à la lumière de la récente instruction N.21 du 30 novembre 2020, établie par le ministère de la santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, relative à la reprise de travail.

Le ministère de la santé a publié une nouvelle instruction N.21 du 30 novembre 2020, qui stipule que le test PCR n'est pas un critère de guérison, pour fixer les conditions de la reprise du travail, c'est valable aussi pour le football.

Autrement dit, si un joueur est testé positif et qui reste asymptomatique au bout de dix jours de confinement, sans

signes cliniques, il pourra réintégrer son équipe, sans passer un autre test.

Si des symptômes viendraient à apparaître, il sera bien sûr soumis à une batterie de tests : scanner, PCR, et sérologie", a expliqué Dr. Damerджи.

Avant d'enchaîner sur le même sujet : " Sur la base de cette nouvelle note, je vais écrire un courrier au ministère de la santé pour revoir le protocole sanitaire mis en place pour les entraînements et la compétition, c'est devenu une obligation et une nécessité absolue pour se mettre à niveau".

Djamel-Eddine Damerджи a d'emblée écarté l'idée de suspendre la compétition, en cas d'éventuelle flambée de cas positifs.

" Je ne pense pas que la compétition puisse être suspendue de nouveau, comme ça été le cas en mars dernier.

Nous devons bien cohabiter avec le virus, en prenant bien évidemment les mesures nécessaires de protection.

L'objectif aujourd'hui est de permettre aux gens de se divertir, même s'ils ne pourront pas assister aux matchs".

Enfin, Damerджи a indiqué qu'aucun match ne sera reporté cette saison pour cas positifs, appuyant ainsi la décision prise par la FAF. " La décision de cas positifs au sein d'une équipe n'entraînera pas le report de la rencontre du club en question. Chaque équipe pourra puiser dans l'effectif de la réserve pour composer la liste des 18", a-t-il conclu.

## Réception du terrain gazonné "T3" de Sidi-Moussa le 20 décembre

La réception du terrain en gazon naturel, appelé T3, du Centre technique national (CTN) de Sidi-Moussa (Alger) est prévue pour le 20 décembre, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF) mardi.

Ce projet a porté sur la transformation dudit terrain, qui était en revêtement synthétique, en pelouse naturelle, précise l'instance fédérale sur son site officiel.

Le CTN de Sidi-Moussa disposera désormais de trois terrains en herbe dont un destiné exclusivement à l'équipe nationale (T1), un deuxième dont le gazon a été déplaqué pour être installé au Centre technique régional de Khemis Miliana (Ain Defla) et le tout nouveau T3, en plus d'un quatrième terrain qui, lui, reste en revêtement synthétique.

"Ce projet d'engazonnement a été réalisé par l'équipe spécialisée relevant du CTN et sur les fonds propres de la Fédération algérienne de football", souligne la FAF.

## SÉTIF L'aménagement du stade 8 mai 1945 conformément aux recommandations de la commission de la (LNF) achevé

Les travaux d'aménagement des vestiaires du stade 8 mai 1945 de Sétif conformément aux recommandations de la commission d'homologation des stades de la Ligue nationale de football (LNF) ont été achevés, a assuré mardi, le directeur de l'Office du Parc Omnisports de cette wilaya (OPOW), Lahcène Laâdjadj.

Deux salles de vestiaires ont été ainsi réaménagées "en seulement une semaine" de sorte à emporter le nombre à quatre conformément au protocole sanitaire de prévention du Covid-19 et aux recommandations de la commission, a précisé le même responsable à l'APS ajoutant que le stade est désormais fin prêt pour accueillir RC Relizane pour le compte de la 2ème journée du championnat de ligue-1 professionnelle de football.

Durant la période de suspension des activités sportives, de multiples travaux ont été exécutés au niveau des différentes unités du complexe 8 mai 1945 dont celles des soins, d'hébergement et de récupération, selon le même responsable qui a relevé que les travaux de réhabilitation de la piscine et de la salle omnisports sont à 60 % terminés.

## TOURNOI DE L'UNAF (U20) La sélection libyenne en stage à Benghazi

La sélection libyenne des moins de 20 ans de football poursuit sa préparation en prévision du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) prévu à Tunis du 15 au 27 décembre en cours et qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN 2021 de la catégorie.

Après un premier stage à Tobrouk, l'équipe libyenne (U20) est depuis lundi à Benghazi pour parachever sa préparation, huit jours durant, avant de débarquer à Tunis.

Les juniors libyens avaient disputé samedi dernier un match amical pour clôturer le stage de Tobrouk, à l'issue duquel ils se sont imposés face à Al Soukour (2-1).

Pour rappel, les sélections de Tunisie, d'Algérie, de Libye, du Maroc et d'Égypte participeront au tournoi de l'UNAF (U20) dont les matchs se dérouleront aux stades Hamadi-Agrebi et El Menzah. Il se jouera sous forme d'un mini-championnat de cinq journées au bout desquelles les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 qui se déroulera en Mauritanie.

## Les joueurs européens auront besoin d'un permis après le Brexit

Les joueurs européens devront disposer d'un permis de travail pour pouvoir jouer en Angleterre après le Brexit, ont annoncé les instances du football anglais après la validation par le gouvernement de leur plan concernant les futures modalités de recrutement.

La fédération anglaise de football (FA), la Ligue anglaise de football (EFL) et la Premier League avaient soumis leur projet concernant l'obtention de permis de travail pour les joueurs "le mois dernier (...) et il a maintenant été approuvé par le ministère de l'Intérieur", écrit la FA dans son communiqué. Sans surprise, ce projet prévoit qu'à compter du 31 décembre, date à laquelle la Grande-Bretagne quittera officiellement l'Union européenne, pour recruter, les clubs anglais devront demander un permis de travail aux autorités du football, comme pour les joueurs en provenance d'autres pays. L'attribution de ce permis se fera via un système par points, basé sur le nombre de sélections du joueur en équipe nationale et dans les catégories de jeunes, le prestige du club dont il provient (niveau de son championnat, classement dans ce championnat, parcours en compétition européenne) et son nombre d'apparitions avec ce club. Les clubs ne pourront pas recruter plus de trois joueurs étrangers de moins de 21 ans lors du mercato d'hiver et pas plus de six en une saison. Autre aspect qui changera radicalement la donne: la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE signifie que l'Angleterre retombera sous le coup des règles de la FIFA qui proscrivent le recrutement de joueurs étrangers de moins de 18 ans. Ces nouvelles dispositions sont censées permettre de garantir "qu'aucune mesure liée au Brexit n'ait d'effet néfaste sur le succès de la Premier League ou sur les perspectives des équipes anglaises", selon Richard Masters, le président de la Premier League, cité dans le communiqué.

APS

## LIGUE 1 (2E JOURNÉE) MCO-JSK à l'affiche, derby indécis à l'Ouest

Le match MC Oran - JS Kabylie constituera l'affiche de la 2e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue vendredi et samedi et marquée également par un derby indécis à l'Ouest entre l'ASO Chlef et le WA Tlemcen.



Ayant réussi ses débuts en revenant avec le point du match nul en déplacement face au NA Hussein-Dey (1-1), le MCO aura à cœur de confirmer ses ambitions cette saison sous la houlette de l'entraîneur français Bernard Casoni.

Même si les "Hamraoua" partiront favoris à domicile, ils devront tout de même se méfier de la JSK, dirigée désormais sur le banc par le nouvel entraîneur Youcef Bouzidi, désigné en remplacement du Tunisien Yamen Zelfani dont le contrat a été résilié à l'amiable pour un problème lié à sa licence d'entraîneur.

L'ES Sétif, auteur d'une retentissante victoire chez l'USM Alger (2-0), grâce à un doublé de son jeune attaquant Mohamed Amine Amoura, recevra le nouveau promu RC Relizane, tenu en échec à la maison par le Paradou AC (1-1).

Les Sétifiens seront appelés à confirmer leur excellent début et surtout préserver leur belle série d'invincibilité.

La dernière défaite e de l'Entente remonte en effet au 30 novembre 2019 en déplacement face au CS Constantine (3-1), comptant pour la précédente saison.

De son côté, la JS Saoura, qui reste sur une victoire dans la capitale du "Titteri" face à l'Olympique Médéa (1-0), partira favorite dans son antre du 20-Août-1955 de Béchar devant l'USMA, qui a complétement raté son départ, concédant deux défaites de suite, dont celle en Supercoupe d'Algérie face au CR Belouizdad (1-2).

Les gars de la JSS, menés par leur capitaine Sid-Ali Yahia-Chérif, tenteront de signer leur deuxième succès de

rang face à une équipe de l'USMA désormais dos au mur. L'autre promu en Ligue 1, le WAT, auteur d'un match nul salubre dans l'Est du pays face au CS Constantine (0-0), enchaînera avec un autre déplacement, cette fois-ci chez son voisin ASO Chlef, sommé de réagir après sa défaite sur le terrain du NC Magra (3-2). Les Chélifiens chercheront à se racheter face à une équipe tlemcenienne capable de revenir encore avec un bon résultat. Un derby de l'Ouest indécis en perspective et ouvert à tous les pronostics.

A l'instar des autres clubs vainqueurs lors de la première journée, Magra espère faire le plein en ce début de saison lorsqu'il se rendra chez son voisin AS Ain M'lila.

Victorieux sur le fil lors de la journée inaugurale chez lui grâce notamment à un but marqué dans le temps additionnel par l'expérimenté Hadj Bouguerche, le NCM abordera ce deuxième rendez-vous avec un esprit conquérant face à un adversaire qui fera ses débuts, l'ASAM n'ayant pas joué son premier match devant le CR Belouizdad.

Pour sa part, le CA Bordj Bou Arréridj, qui est revenu avec un bon nul de Tizi-Ouzou aux dépens de la JSK (0-0), affrontera à domicile l'USM Bel-Abbès avec la ferme intention de confirmer ce résultat probant.

En revanche, rien ne va plus sur le plan interne chez les gars de Bel-Abbès, dont ce sera le premier match de championnat après le report de leur rencontre face au MC Alger.

Les joueurs de l'USMBA ont enclenché il y a quelques jours un

mouvement de grève avant de revenir à de meilleurs sentiments, sur intervention de l'entraîneur Lyamine Bougherara qui a lui-même menacé de jeter l'éponge.

Quant au CSC, tenu en échec à domicile par le WAT, il effectuera un voyage périlleux à Alger pour défier le PAC.

Les joueurs de l'entraîneur Abdelkader Amrani devront sortir le grand jeu pour espérer revenir avec un bon résultat de la capitale, face à une équipe du PAC domiciliée cette saison au stade de Dar El-Beïda.

Enfin, l'US Biskra verra une deuxième vic-

toire consécutive à domicile, une semaine après avoir disposé du nouveau promu J SM Skikda (1-0).

Les gars des "Ziban" accueilleront cette fois-ci le NAHD, tenu de redresser la barre après la contre-performance concédée face au MCO.

Cette 2e journée sera tronquée de deux matchs: MC Alger - O Médéa et CR Belouizdad - JSM Skikda, reportés à une date ultérieure en raison de l'engagement des deux clubs algérois au tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique, prévu ce week-end.

### Ligue 1 (2e journée) : le programme

Programme des rencontres de la 2e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévues vendredi et samedi :

#### Vendredi :

AS Ain M'lila - NC Magra (14h00)  
CA Bordj Bou Arréridj - USM Bel-Abbès (14h00)  
Paradou AC - CS Constantine (15h00)  
MC Oran - JS Kabylie (16h00)

#### Samedi :

US Biskra - NA Hussein-Dey (14h00)  
JS Saoura - USM Alger (14h00)  
ES Sétif - RC Relizane (15h00)  
ASO Chlef - WA Tlemcen (16h00)

#### Reportés :

MC Alger - Olympique Médéa  
CR Belouizdad - JSM Skikda

#### CLASSEMENT:

	Pts	J
1. ES Sétif	3	1
-- JS Saoura	3	1
-- NC Magra	3	1
-- US Biskra	3	1
5. MC Oran	1	1
-- Paradou AC	1	1
-- WA Tlemcen	1	1
-- NA Hussein-Dey	1	1
-- CS Constantine	1	1
-- RC Relizane	1	1
-- CABB Arréridj	1	1
-- JS Kabylie	1	1
13. JSM Skikda	0	1
-- O Médéa	0	1
-- ASO Chlef	0	1
-- USM Alger	0	1
17. USM Bel-Abbès	--	--
-- MC Alger	--	--
-- AS Ain M'lila	--	--
-- CR Belouizdad	--	--

**Bayern : la fin d'une série record**

Longtemps mené au score avec son équipe fortement remaniée, le Bayern Munich a finalement arraché le match nul face à l'Atletico Madrid (1-1) ce mardi en Ligue des Champions grâce à un penalty obtenu et transformé par l'inévitable Thomas Müller en fin de partie. Déjà qualifiés et assurés de terminer en tête du groupe, les tenants du titre pouvaient se permettre ce petit écart. Ce score de parité met toutefois un terme à leur série de 15 victoires consécutives en LdC. Mais les Roten peuvent dormir tranquilles : ce record s'annonce difficile à faire tomber...



**PLÉA, JOUEUR LE PLUS DÉCISIF EN C1**

Avec son doublé marqué contre l'Inter Milan (2-3) ce mardi en Ligue des Champions, l'attaquant du Borussia Mönchengladbach Allassane Pléa (27 ans, 5 matchs et 5 buts en LdC cette saison) est devenu le joueur le plus décisif de cette édition 2020-2021 de la Coupe aux grandes oreilles. En effet, le Français est impliqué sur 8 buts de son équipe, avec trois passes décisives en plus de ses cinq réalisations.

C'est plus que n'importe quel autre joueur pour le moment. Et ce n'est pas tout, l'ancien Niçois est aussi devenu le premier Français à marquer cinq fois pour sa première campagne en C1, depuis Kylian Mbappé et ses 6 buts avec l'AS Monaco en 2016-2017. De jolies statistiques.

**VARANE ENCORE UNE FOIS CATASTROPHIQUE**

Encore une fois catastrophique contre le Shakhtar (2-0), mardi en Ligue des Champions, Raphaël Varane est à la peine avec le Real Madrid. Sans Sergio Ramos, le défenseur central français n'est plus que l'ombre de lui-même...

Les absents ont toujours eu tort. Ils ont toujours tort et ils auront toujours tort. Mais les absents espèrent aussi que les présents soient au rendez-vous pour prendre le relais. Et ça, Sergio Ramos n'a pas trop pu compter dessus ces derniers mois. C'est simple, sans son capitaine, le champion du monde français est cataclysmique. Le match perdu contre le Shakhtar (2-0), mardi en C1, est venu confirmer cette réalité implacable. Pas du tout serein et très souvent mal aligné, le Bleu a eu un comportement très suspect sur l'ouverture du score de Dentinho avec une sorte de tour sur lui-même assez incompréhensible. Sur le but du break de Manor Solomon, le Tricolore n'est pas assez agressif pour empêcher son adversaire d'ajuster Thibaut Courtois d'une frappe chirurgicale à l'entrée de la surface. Proche de l'expulsion dès le quart d'heure de jeu, Varane n'a pas du tout rassuré, lui qui avait déjà proposé une prestation calamiteuse contre Valence (4-1), en Liga, avant la trêve internationale. Incapable de se transcender sans Ramos, le joueur formé à Lens, qui malgré son expérience, fait preuve d'une tendresse anormale, est d'ailleurs le joueur à avoir provoqué le plus d'erreurs menant à un but adverse en Ligue des Champions sur l'année 2020, avec 3 bourdes directes. Plus inquiétant encore, il n'avait pas commis la moindre erreur menant à un but sur ses 70 premières sorties en C1. Il en a fait 4 sur ses 9 derniers matchs. À ce niveau, ça ne pardonne pas.



**SOLSKJAER ENCENSE HÅLAND**

Ancien entraîneur de Molde (2010-2014 et 2015-2018), Ole Gunnar Solskjær a eu la chance d'assister à l'éclosion d'Erling Braut Håland (20 ans, 4 matchs et 6 buts en LdC cette saison), lui aussi passé par le club norvégien (2017-2019). Et le coach de Manchester United en parle aujourd'hui avec une petite pointe de fierté. "C'était super de travailler avec ce garçon, et une partie de moi est fière d'avoir un peu contribué à une telle ascension. Je suis sûr qu'Erling marquera de nombreux buts en Ligue des Champions, c'est loin d'être fini", a commenté Solskjær en conférence de presse au sujet de celui qui a déjà inscrit 16 buts en C1 depuis le début de sa carrière, en seulement 12 matchs.

**KLOPP A DÉVOILÉ L'INDISPONIBILITÉ D'ALISSON**

Alisson Becker ne figurait pas sur la feuille de match de Liverpool contre l'Ajax Amsterdam à Anfield (1-0), mardi soir à l'occasion de la 5e journée de la phase de poules de la Ligue des Champions. Le gardien de but brésilien a été remplacé par le jeune Caoimhin Kelleher. L'entraîneur des Reds, Jürgen Klopp, a justifié l'absence surprise de son portier. Interrogé par BT Sport, le coach allemand a expliqué que le footballeur de 28 ans s'était blessé samedi dernier sur le terrain de Brighton and Hove Albion (1-1, 10e journée de Premier League). "Ce n'est pas le coronavirus. Il nous a dit après le match qu'il avait ressenti quelque chose aux ischio-jambiers à la 60e ou 70e minute. Pas grand-chose mais suffisant pour aujourd'hui (hier) et probablement pour une autre semaine, il faudra attendre de voir. Je n'ai jamais entendu parler d'un ischio-jambier qui ne dure que quatre ou cinq jours, donc ce sera 10 à 14 jours, je pense." Après les défenseurs centraux Virgil van Dijk et Joe Gomez, le champion d'Angleterre en titre va être désormais privé de son gardien phare pour les prochains matches. Cette saison, Alisson Becker a disputé douze rencontres, dont huit de championnat.

**Zidane ne va pas démissionner !**

Malgré l'inquiétante forme du Real Madrid, et sa nouvelle défaite contre le Shakhtar Donetsk (0-2) en Ligue des Champions, l'entraîneur merengue Zinédine Zidane s'accroche et n'envisage absolument pas de démissionner. Avec deux défaites consécutives en l'espace de trois jours, contre Atalaya (0-2) en Liga puis face au Shakhtar Donetsk (0-2) mardi en Ligue des Champions, le Real Madrid est retombé dans une spirale très négative. "Démissionner ? Pas du tout. Je ne vais pas démissionner du tout. Nous avons eu des moments délicats par le passé, il y aura toujours des moments difficiles. C'est une mauvaise série de résultats mais il faut continuer." A 48 ans, Zidane n'est absolument pas résigné et semble déterminé à faire pencher la balance en sa faveur. Tout reste à jouer pour la Maison Blanche, qui déterminera son avenir en C1 mercredi prochain face au leader de sa poule, le séduisant Borussia Mönchengladbach de Marcus Thuram et Allassane Pléa.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

**DK NEWS**

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

**PUBLICITE :** S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL. :** 023.38.47.97/023.38.48.00 **FAX :** 023.38.47.95 / **E-MAIL :** contact@dknews-dz.com - **SITE :** http://www.dknews-dz.com

**RÉDACTION ADMINISTRATION**  
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL. :** 023.38.47.97/023.38.48.00 **FAX :** 023.38.47.95 / **E-MAIL :** contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION :** S.I.A.  
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL. :** 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX :** 021.73.95.59 / 021.73.99.19

## DÉCÈS DE L'ANCIEN ARCHEVÊQUE D'ALGER Djerad : "Henri Teissier était profondément attaché à l'Algérie et avait une grande estime pour son peuple"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a adressé à la famille de l'ancien archevêque d'Alger, Mgr. Henri Teissier, décédé mardi à Lyon à l'âge de 91 ans, un message de condoléances dans lequel il a affirmé que le défunt "était profondément attaché à l'Algérie et avait une grande estime pour les Algériens".

L'ancien archevêque d'Alger, Mgr. Henri Teissier, dont nous avons appris le décès aujourd'hui, était profondément attaché à l'Algérie et avait une grande estime pour les Algériens, avec lesquels il avait passé toute sa vie", a écrit M. Djerad sur sa page officielle Facebook. "Mes sincères condoléances à la famille et aux proches du défunt, dont nous connaissons la passion pour l'histoire de l'Algérie. Il avait mis en lumière les mémoires de l'Emir Abdelkader et n'avait cessé de défendre les valeurs de tolérance, de co-



existence et de dialogue inter-religieux", lit-on dans le message de condoléances du Premier ministre. Né le 21 juillet en 1929 à Lyon en France, Henri Teissier est un

évêque catholique franco-algérien ordonné, d'abord, prêtre pour le diocèse d'Alger en 1955, puis nommé Evêque d'Oran par le Pape Paul VI en 1972, avant de devenir

Archevêque d'Alger en 1988. Profondément attaché à l'Algérie dont il obtient la nationalité en 1966, il a de tout temps prôné le dialogue inter-religieux. Lors d'une Conférence-débat sur les religions monothéistes intitulée "Paix et tolérance", Mgr Teissier disait que le terme "Salam" constitue un des fondements du christianisme, estimant que l'Islam, le Christianisme et le Judaïsme sont certes trois religions différentes, mais ont une source et une finalité commune, à savoir le bonheur de l'humanité.

### ZAOUIYA TIDJANIYA

## Décès du frère du cheikh de la Zaouiya Tidjaniya à Dakar : M. Djerad présente ses condoléances

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a adressé mardi un message de condoléances à la famille et aux adeptes de la confrérie Tidjaniya ainsi qu'au cheikh Chérif Abdelmoutaleb Tidjani, cheikh de la Zaouiya Tidjaniya à Dakar (Sénégal), suite au décès de son frère, cheikh Tayeb Tidjani. "C'est avec une âme résignée que j'ai appris la nouvelle du décès du regretté, cheikh Tayeb Tidjani, qu'Allah ait son âme",



a twitté M. Djerad. "En cette douloureuse épreuve, je présente au frère du défunt, cheikh Abdelmoutaleb Tidjani, à la famille et adeptes de la confrérie Tidjaniya, mes condoléances les plus sincères et les plus attristées, priant Allah Tout-Puissant de l'accueillir en Son Vaste Paradis et de prêter patience et réconfort aux siens", a ajouté M. Djerad.

### MDN

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME Deux terroristes abattus à Jijel

Deux terroristes ont été abattus mardi à Jijel par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a annoncé le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de recherche et de ratissage menée dans la localité d'Oued Bouayache, près de la commune d'El-Ancer à Jijel en 5<sup>ème</sup> Région militaire, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, aujourd'hui ser décembre 2020, deux (02) terroristes, suite à un accrochage avec un dangereux groupe terroriste", a précisé le MDN. Selon la même source, "cette opération s'est

soldée par la récupération de trois (03) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, cinq (05) chargeurs garnis, une (01) grenade et (01) panneau photovoltaïque, ainsi que douze (12) sac-à-dos contenant une grande quantité de munitions, sept (07) appareils de communication, des effets vestimentaires et des médicaments". "Cette opération de qualité, toujours en cours, confirme la détermination de l'ANP à traquer les criminels à travers tout le territoire national, et réitère la vigilance et l'engagement de nos Forces armées à préserver la sécurité et la stabilité du pays", ajoute le communiqué du MDN.

## Un troisième terroriste abattu à Jijel

Un troisième terroriste a été abattu mardi après-midi à Jijel par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a annoncé le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la poursuite de l'opération de recherche et de ratissage menée dans la localité d'Oued Bouayache près de la commune d'El-Ancer à Jijel en 5<sup>ème</sup> Région militaire, un détachement de

l'ANP a abattu, cet après-midi ter décembre 2020, un (01) autre terroriste. Ainsi, le bilan de cette opération s'élève à la neutralisation de trois (03) terroristes", a précisé le MDN.

Selon la même source, l'opération a permis également "la récupération de trois (03) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, cinq (05) chargeurs garnis, une (01) grenade, une quantité de munitions, (01) panneau photovoltaïque, ainsi que douze (12)

sac-à-dos, sept (07) appareils de communication, des effets vestimentaires, des médicaments et d'autres objets". "Cette opération, toujours en cours, vient renforcer la dynamique de résultats positifs réalisés par les unités de l'ANP et dénote de leurs permanentes veilles et disponibilité, à travers le pays, pour faire face à toute tentative visant à porter atteinte à sa sécurité et sa stabilité", ajoute le communiqué du MDN.

APNS

## MÉTÉO EN ALGÉRIE Saison hivernale : le cumul des précipitations devra être "proche de la normale à en dessous" (expert)

Le cumul des précipitations pour la saison hivernale devra être "proche de la normale à en dessous" sur le Nord du pays, alors que la moyenne des températures prévue sera de "normale à plus chaude", notamment dans le Nord et dans les Hauts-plateaux, selon les prévisions saisonnières de l'Office nationale de météorologie (ONM).

Pour les mois de décembre, janvier et février, "la température moyenne saisonnière sera, à presque 80% de probabilité, normale à au-dessous de la normale. En ce qui concerne les précipitations, le cumul saisonnier sur le Nord du pays devra être proche de la normale à au-dessous avec 50% de chance", a indiqué à l'APS le directeur du Centre climatologique national (CCN), qui relève de l'ONM, Salah Sahabi-Abed.

"Les modèles climatiques prévoient, et à l'unanimité, que les températures devraient être en moyenne vraisemblablement normales (comparables à la moyenne climatique statistique de la période 1981-2010) à au-dessus des conditions normales de la quasi-totalité de la région d'Afrique du Nord y compris l'Algérie", a-t-il précisé.

"On s'attend par conséquent à une saison plus chaude que la normale climatologique calculée sur la période 1981-2010, prise comme référence par l'Organisation météorologique mondiale (OMM)", a estimé M. Sahabi, ajoutant que "cette température moyenne est attendue d'être normale à plus chaude, notamment au Nord de l'Algérie jusqu'aux Hauts-plateaux avec 80% de probabilité".

Concernant le cumul saisonnier des précipitations, il a fait savoir que "beaucoup de modèles climatiques des Centres méditerranéens favorisent l'hypothèse d'une saison normale à sèche sur les régions méditerranéennes avec plus de 50% de chance", relevant que "cette prévision s'accorde également sur la vigueur des conditions des pluies saisonnières, prévues par Météo-Algérie".

"Ces modèles ressortent alors des prévisions de conditions normales à plus sèches que la normale sur la partie Sud-est de la Méditerranée et la plupart des régions de l'Europe occidentale au Nord de la mer méditerranée", a ajouté le climatologue.

L'ONM contribue, chaque année dans les forums régionaux organisés sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) "afin d'arrêter avec les experts des différents Centres climatiques spécialisés, une prévision consensuelle des températures et des précipitations pour la saison hivernale (décembre-janvier-février). Cette rencontre permet également d'évaluer les prévisions établies des saisons précédentes", a expliqué M. Sahabi.

La dernière rencontre des Réseaux de l'OMM des Centres climatiques régionaux méditerranéens de prévision à longue échéance qui s'est tenue par visioconférence fin novembre et à laquelle a participé l'ONM ainsi que des services hy-

drométéorologiques nationaux et instituts de recherche de la région méditerranéenne, a "fait ressortir une prévision consensuelle sur tout le domaine de la région méditerranéenne", a-t-il indiqué.

Dans ce sens, il a ajouté que l'élaboration par l'ONM du bulletin de prévision saisonnière "vise en premier lieu à apporter une contribution aux différents usagers et partenaires institutionnels, notamment le secteur socio-économique (ressources en eau, énergie, la santé...) et à aider les Pouvoirs publics à prendre des mesures anticipatives". Il a expliqué, dans le même cadre, que "la prévision mensuelle et saisonnière informe sur la vigueur de la saison et trace de manière générale la tendance globale des principaux paramètres météorologiques pouvant affecter la société et les secteurs socio-économiques et ce, par rapport aux valeurs normales observées habituellement sur une période connue assez représentative (ici équivalente à 30 ans)".

"Contrairement aux prévisions à échéance de quelques jours, l'information n'est pas détaillée ni chiffrée, mais présentée sous forme de prévisions qualitatives qui renseignent sur les grandes tendances (plus chaud ou plus froid, plus sec ou plus humide que la normale)", a ajouté le directeur du CCN. Selon M. Sahabi, "les climatologues analysent les résultats de modèles de prévision numérique comparables à ceux utilisés pour réaliser les prévisions à court terme, mais intégrant la modélisation des océans et les comportements des facteurs impactant les conditions atmosphériques à grande échelle".

"Cette prévision est donc basée sur la production des modèles climatiques dynamiques et statistiques, ainsi que les caractéristiques climatiques des téléconnexions atmosphériques connues de circulation générale", a-t-il fait observer.

Le directeur du CCN a relevé, dans le même contexte, que "les variations sous-saisonnières, qui ne sont pas prévisibles longtemps à l'avance, peuvent parfois dominer, de sorte que des mises à jour régulières des prévisions sont fortement recommandées". "En d'autres termes, la prévision saisonnière ne peut en aucun cas être un élément de substitution à d'autres bulletins météorologiques spécifiques, à l'instar de la carte de vigilance ou le bulletin météorologique spécial (BMS) que diffuse l'ONM", a-t-il fait savoir.

Dans ce sens, et concernant la prévision quotidienne ou de moyen terme (un à trois jours), "il est impératif de suivre les bulletins de prévision météorologique et d'alertes ainsi que la carte de vigilance émanant des services de Météo-Algérie, notamment en période hivernale", a insisté l'expert, relevant en outre que "cette période de l'année pourrait connaître des épisodes de fortes pluies de courte durée et donc des intensités très importantes susceptibles d'engendrer des dégâts".